



United Nations
Educational, Scientific and
Cultural Organization

Biennale of Luanda
Pan-African Forum for the Culture of Peace

Forum of Ideas: Panelists' Bios and interventions

Prevention of violence and conflicts through Education and Culture



Ms. Mbaranga Gasarabwe
Assistant Secretary-General of the United Nations

BIOGRAPHY

EN

In May 2015, Ms. Mbaranga Gasarabwe was appointed Deputy Special Representative of the Secretary-General for MINUSMA, Resident Coordinator and Humanitarian Coordinator for Mali. In this capacity, she is responsible for the coordination of humanitarian, recovery and development assistance throughout the country. Ms. Gasarabwe has long experience working in emerging as well as conflict countries. In addition to development and humanitarian dimension, Mrs. Gasarabwe is managing a large portfolio of stabilization and recovery, security sector reform & DDR, mine action management, Justice and corrections as well as Electoral affairs. Prior to this, she worked as the Assistant Secretary-General for the Department of Safety and Security in New York. Ms. Gasarabwe served, Guinea, Djibouti, and Benin as Resident Coordinator, Humanitarian Coordinator and UNDP Resident Representative. She managed various issues relating to policy dialogue, reinforcement of government institutions, crisis management and formulation of rehabilitation and recovery frameworks for post-crisis countries in East, Central and West Africa.

FR

Mbaranga Gasarabwe a été nommée Représentante spéciale adjoint du Secrétaire général pour la MINUSMA, Coordinatrice résidente et Coordinatrice humanitaire pour le Mali, en Mai 2015. À ce titre, elle est responsable de la coordination de l'aide humanitaire, du relèvement et de l'aide au développement dans l'ensemble du pays. Mme Gasarabwe a une longue expérience de travail dans les pays émergents et en conflit. En plus de la dimension développement et humanitaire, Mme Gasarabwe gère un vaste portefeuille de projets de stabilisation et de relèvement, de réforme du secteur de la sécurité et de DDR, de gestion de l'action antimines, de justice et de correction, ainsi que d'affaires électorales. Auparavant, elle a occupé le poste de Sous-Secrétaire générale au Département de la sûreté et de la sécurité à New York. Mme Gasarabwe a servi en Guinée, à Djibouti et au Bénin en tant que coordinatrice résidente, coordinatrice humanitaire et représentante résidente du PNUD. Elle a géré diverses questions relatives au dialogue politique, au renforcement des institutions gouvernementales, à la gestion des crises et à la formulation de cadres de réhabilitation et de relèvement pour les pays d'Afrique orientale, centrale et occidentale sortant de crise.

PAPER

L'Éducation, Les Sciences, la Culture et la Communication au service de la culture de la paix en Afrique

Défis du Mali et du Sahel et appuis du Système des Nations Unies (SNU)

1. Le Mali est caractérisé par la pauvreté, le chômage des jeunes notamment les femmes et les conflits militaires et civils. Des actions doivent être entreprises en terme d'adaptation et de révision de politiques publiques relatives à la jeunesse, la formation professionnelle, l'éducation non formelle pour l'accompagnement des jeunes afin de promouvoir les droits humains, la culture de la paix et l'autonomisation des jeunes.
2. Les défis : le terrorisme, le chômage des jeunes, le trafic de drogues, la traite d'êtres humains, l'immigration clandestine, la montée de la criminalité transfrontalière, la famine, etc.
3. Aucun des pays confrontés à ces difficultés ne reste les bras croisés. Il s'agira pour les SNU d'avoir une vision globale quant aux appuis à apporter aux pays et au regroupement des pays.
4. Le Système des Nations Unies agit comme organe de coordination de l'aide indispensable pour faire face aux multiples et complexes défis du Sahel.

5. Au niveau gouvernemental, le SNU est un organe politiquement/diplomatiquement assez fort pour influencer les politiques publiques et/ou faire pression sur les gouvernements en matière de sécurité, éducation, sécurité alimentaire, droits de l'homme, etc.

6. SNU présente une diversité d'expertises et de compétences regroupées sous une même bannière. Possibilité d'appliquer les compétences spécialisées de chaque agence pour apporter une réponse globale et ciblée en même temps.

7. En terme de partage d'information et de renforcements des capacités des gouvernements (sur plusieurs plans : administration, gestion et autres)

Apport de l'UNESCO, du SNU et de la MINUSMA, dans la situation au Sahel, en particulier en ce qui concerne l'éducation, et particulièrement celle des jeunes filles, et la problématique des jeunes et la paix. Valeur ajoutée de l'UNESCO.

1. La mission de l'UNESCO est de contribuer à l'édification de la paix, à l'élimination de la pauvreté, au développement durable et au dialogue interculturel par l'éducation, les sciences, la culture, la communication et l'information.

2. Plan d'action du Secrétaire Général des Nations Unies pour la prévention de l'extrémisme violent adopté en 2016 et à la décision du Conseil exécutif de l'UNESCO sur la prévention de l'extrémisme violent

3. Dans sa mission de contribuer à l'édification de la paix, au développement durable, à l'élimination de la pauvreté et au dialogue interculturel et en tant qu'agence du SNU chargée de coordonner au niveau mondial la mise en œuvre de l'ODD 4, l'UNESCO devrait s'appuyer sur son expertise, ses compétences diverses et ses outils développés basés sur une démarche interdisciplinaire et multisectorielle pour contribuer pleinement aux atteintes des ODD notamment 4, 5, 8, 11 et 16 dans le Sahel

4. Nature des problèmes au Sahel est aussi d'ordre culturel/identitaire, problématique prise en compte dans le mandat de l'UNESCO.

Combinaison de trois expertises (éducation-culture-sciences humaines) adresse le problème sociétal dans son ensemble (dialogue interculturel, etc.)

5. L'éducation des jeunes filles et des femmes est la première et incontournable porte d'entrée vers tous les types et formes d'autonomisation possibles : autonomisation économique, politique, sociale, etc.

6. L'UNESCO appuie l'égalité des genres dans le système éducatif tout entier, notamment **par** la participation à l'éducation (accès), **dans** l'éducation (contenus, contexte et pratiques d'enseignement et d'apprentissage) et **à travers** l'éducation (acquis de l'apprentissage, possibilités de vie et de travail).

7. Expertise de l'UNESCO en éducation à la paix (Manuel d'éducation à la culture de la paix de la CEDEAO).

8. L'UNESCO dispose d'un large réseau exploitable : Commissions nationales UNESCO, Instituts spécialisés, chaires UNESCO, clubs UNESCO, forums pour mobiliser la jeunesse.

9. Prise en compte de l'importance de la jeunesse pour l'élaboration de politiques publiques (cf. axe I et axe III de la stratégie opérationnelle jeunesse 2014-2021 de l'UNESCO).

10. Le Programme de réhabilitation du patrimoine culturel du Mali.

11. Le Fonds pour la consolidation de la paix (créé en 2005) conformément à la résolution 60/180 de l'Assemblée générale et à la résolution 1645 du Conseil de sécurité pour faire pendant à la Commission de consolidation de la paix et au Bureau d'appui à la consolidation de la paix et pour assurer une prompt libération de ressources pour lancer des activités de consolidation de la paix urgentes, appuie le Mali, à travers différents projets conjoints en vue de stabiliser la paix et de consolider la paix

Autres éléments-clés relatifs aux thématiques abordées à prendre en considération (sahel, Culture, éducation, jeunes filles, problématique des jeunes et la paix, etc.)

1. Mise en œuvre d'un projet sur la promotion de la paix et du développement durables pour le renforcement des compétences pour la vie et le travail dans le Sahel (Burkina Faso, Gambie, Mauritanie, Mali, Niger, Sénégal et Tchad). Ce projet, d'une durée de trois ans, vise à :

- Renforcer les capacités des formateurs et enseignants en vue de permettre aux apprenants d'acquérir des connaissances de base et des valeurs de vivre ensemble
- Renforcer les compétences, attitudes et valeurs des jeunes notamment les groupes vulnérables, en vue de leur insertion économique et sociale
- Promouvoir la mise en œuvre de politiques éducatives inclusives en faveur des groupes désavantagés.

2. Mise en œuvre du projet conjoint Peace Building Fund (PBF) par l'UNESCO, UNICEF et OIM en partenariat avec les ministères de la réconciliation, l'éducation, de la culture, et celui de la jeunesse. Le projet est aligné sur la nouvelle stratégie

gouvernementale de mise en œuvre de l'accord pour la paix et la réconciliation nationale par la création en 2017 de la Mission d'Appui à la Réconciliation nationale et ces équipes régionales mises en place. Il vise à renforcer l'engagement des jeunes et des femmes en tant acteurs de paix; Les jeunes et les femmes sont activement engagés dans le processus de paix et de la réconciliation nationale et bénéficient de la stratégie Jeunesse du G5 Sahel dans les régions de Ségou, et Mopti.

3. Mise en œuvre du projet conjoint UNESCO, UNFPA, ONU Femmes sur l'« autonomisation des adolescentes et des jeunes femmes par l'éducation au Mali ». Ce projet tire parti de l'expertise de ces trois agences des Nations Unies pour promouvoir l'éducation et l'autonomisation des filles par le biais d'une approche multisectorielle et multidimensionnelle. Le projet investit dans le secteur de l'éducation, mais renforce également les liens avec le secteur de la santé, de l'emploi et de la formation professionnelle, de la promotion de la femme, et d'autres secteurs. Le projet s'étend de 2016 à 2021 avec le généreux soutien de l'Agence coréenne de coopération internationale (KOICA), avec une contribution de 5 millions de dollars.

3. Promotion de l'accès des jeunes filles aux disciplines STEM (Sciences, Technologie, Ingénierie et Mathématiques) et sur leur progression dans ces matières. D'abord, une étude sur les besoins relatifs à la participation et au renforcement des capacités des adolescentes et des jeunes femmes aux STEM au Mali est réalisée ; ensuite des activités de sensibilisation à travers l'organisation d'un concours national « miss Sciences » sont organisées. Ce concours vise à récompenser les meilleures élèves en mathématiques, physique et biologie des 20 académies du Mali

Concernant plus spécifiquement l'éducation des filles et des femmes, l'UNESCO :

- Suit les progrès accomplis par la **collecte et l'analyse de données sur l'éducation ventilées par sexe** ainsi que par le suivi des instruments normatifs concernant l'égalité des genres ;
- Aide les pays à **développer leurs capacités nationales** afin qu'ils puissent intégrer la dimension genre dans leurs lois sur l'éducation, et dans leurs politiques et plans d'éducation ;
- Appuie la **formation des enseignants avec une pédagogie respectueuse du genre** ;
- Fait le **plaidoyer de l'éducation des filles et des femmes** dans le cadre de collaborations innovantes et multisectorielles comme le Partenariat mondial pour l'éducation des filles et des femmes « une vie meilleure, un avenir meilleur » ;
- S'efforce d'améliorer et de développer l'**alphabétisation des filles et des femmes** ainsi que leur accès à l'éducation formelle et non formelle, en s'appuyant notamment sur les technologies de l'information et de la communication (TIC) ;

- Appuie l'élaboration de **programmes d'enseignement et de manuels exempts de stéréotypes et de discrimination** ;
 - Aide les pays à **combattre la violence basée sur le genre** et à créer des espaces d'apprentissage sûrs, inclusifs propices à l'éducation, au bien-être et à l'autonomisation ;
 - Conduit des **recherches politiques sur les entraves à l'avancement de l'égalité des genres** et développe et renforce l'expertise et la base de connaissances de l'UNESCO ;
 - Collabore avec des partenaires pour un **plaidoyer politique à l'échelle mondiale, régionale et nationale**, afin d'encourager l'égalité des genres dans l'éducation.
-



Mrs Safira Stefane Mahanjane
Director of the Literacy Department of the Ministry of
Education and Human Development, Mozambique

BIOGRAPHY

EN

Safira Stefane Mahanjane is the head of the Department of Literacy and Adult Education at the Ministry of Education and Human Development in Mozambique. She has a Degree in teaching Mathematics/Physics and a Masters of Educational Sciences and Psychology in the specialisation of education system design from Eduardo Mondlane University and Pedagogical University of Maputo. She works in the areas of adult education and curriculum.

FR

Safira Stefane Mahanjane dirige le Département de l'alphabétisation et de l'éducation des adultes au ministère de l'Éducation et du Développement humain au Mozambique. Elle est titulaire d'un diplôme d'enseignement des mathématiques/physique et d'une maîtrise en sciences de l'éducation et en psychologie avec spécialisation en conception de systèmes éducatifs de l'Université Eduardo Mondlane et de l'Université Pédagogique de Maputo. Elle travaille dans les domaines de l'éducation des adultes et du curriculum.

PAPER

Title: Family learning programme in Mozambique

Context

With a population of 28 million people (52% women), the illiteracy rate in Mozambique is currently at 39% (National Institute for Statistics, 2017), varying significantly from region to region, and among different age groups and gender. In 2017, the illiteracy rate in rural areas was higher (56.6%) compared to urban areas (23.1%), and higher among women (49.4%) compared to men (27.2%). Families with low literacy rates face greater challenges as they tend to earn less and this can negatively affect the household, including their children's school performance and ability to read and write. It can also contribute to the creation of an intergenerational cycle of poverty and illiteracy. Within the framework of the Capacity Development Programme (CapED) and funded by UNESCO Malala Fund for Girls' Right to Education (2015-2017), the family learning programme is being implemented in Mozambique. It aims to enhance children's and adult's literacy, numeracy, and language skills, improve the income generation potential of participants, and promote gender equality in rural and peri-urban areas of three districts in Nampula (Memba and Eráti) and Maputo (Boane) Provinces of Mozambique.

The family learning approach and model

Family learning refers to the broad learning activities including, but not limited to literacy, encompassing any learning activities that involve both children and adult family members where learning outcomes are intended for all participants. Family learning is a transformative approach that works across generations, and between institutions, breaking down barriers between home, school, and community through formal, non-formal, and informal education. An intergenerational approach ensures family members are involved in one another's learning activities, creating an environment of mutual encouragement and aspiration that can have long-term positive impacts on the culture, habits, motivation attitudes, and pattern of learning (UIL, 2017). The approach contributes to the creation of an environment that encourages reading, writing, and promotes a culture of cooperation among family members. The family learning model adopted in Mozambique has four distinct components:

- (i) Adults and children's sessions separate;
- (ii) Joint session where adults and children develop activities together;
- (iii) (ii) Adults and children's sessions separate;

- (iv) Joint session where adults and children develop activities together in family at home.

The programme is particularly relevant for Mozambique where only 3.5% of under 5-year-olds have access to early childhood education and the illiteracy rate among adults is 39%. The programme also addresses the lack of early childhood education by equipping parents with the skills required to support the development of pre-school aged children through joint learning, based on a participative and intergenerational approach for learning. The programme aims to break the intergenerational cycle of low education and support teachers and parents to prevent school failure and dropout.

Key achievements

The project achieved tangible results that have contributed to the creation of competencies and skills of over 1,500 targeted beneficiaries and other partners for the development and implementation of family learning and gender equality in girls' and women's rights activities. As part of the implementation of this programme, 195 caregivers (78% female) and 150 children (59% female) benefited from family learning sessions, 555 learners (82% female) benefited from literacy classes with a completion rate of 83%. 219 participants (90% female) developed their entrepreneurial and business skills.

Anecdotal evidence suggests participants have gained a better understanding of the importance of childhood education. Additionally, they suggested that increased awareness and education on topics including health, sanitation, gender, and nutrition resulting in improved overall health and wellbeing of children. Through advocacy campaigns, awareness of girls' and women's rights increased among six communities in Boane, Erati and Memba districts.

In addition, 232 technicians (82% female) from various government bodies, key partners, and journalists directly benefited from capacity-development activities, including literacy teachers, facilitators, and local supervisors. Ministry representatives at the central, provincial and district levels were also trained on the family learning approach. This increased the capacity of education personnel at all levels while also creating stakeholder engagement and ownership throughout the education system. Furthermore, *The Family Learning Programme* has also now become a part of a government programme, integrated into the country's national education plan, ensuring its continuous and sustainable impact for years to come.

Conclusion

The programme is expected to have a positive impact on the retention of students in pre-primary, primary, and adult education and create an environment that encourage reading, writing and promote a culture of cooperation among family members. In many cases, it increased literacy and improved employment opportunities to the women as further results in investment in children's education. Furthermore, increased awareness and education on topics including health, premature wedding, sanitation, gender, nutrition, family members relationship resulting in improvement overall health and wellbeing of children allowing them to fully participate in school.



Mr. Antonio Tsilefa, Chair Coordination Committee of Regional Group of Technical and Vocational Training Institutions, Madagascar

BIOGRAPHY

EN

Antonio Tsilefa is Chairman of the Coordination Committee of the Regional Grouping of Technical and Vocational Training Establishments of the Androy Region (Madagascar), of the Ministry of National Education, Technical and Vocational Education. He is a Competency Based Approach Engineering Consultant and former trainer, Head of School and Regional Director of Technical and Vocational Training in the Androy Region, and an Industrial Engineering Engineer.

FR

Antonio Tsilefa est président du Comité de Coordination du Groupement Régional d'Établissements de Formation Technique et Professionnelle de la Région d'Androy (Madagascar), du Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement technique et professionnel. Il est Conseiller en ingénierie en Approche par les Compétences et ancien formateur, Chef d'établissement et Directeur régional de la Formation technique et professionnelle de la Région d'Androy. Il est Ingénieur en génie industriel.

PAPER

Ministère de l'Éducation Nationale et de l'Enseignement technique et professionnel avec l'appui de l'UNESCO Madagascar

Question abordée

Dans quelle mesure la formation professionnelle et la maîtrise d'un métier peuvent réduire le sentiment de marginalisation des jeunes et promouvoir ainsi « le vivre ensemble » ; cas des jeunes du sud malgache.

Madagascar, composé de 22 régions compte aujourd'hui près de 25 700 000 habitants dont 50,6 % de femme et une population majoritairement rurale (80,5 %) et jeune car 60 % de la population ont moins de 30 ans.

La pauvreté

La pauvreté atteint une large partie de la population. 81.3% vit avec moins de 2 dollars par jour et 48% vit dans l'extrême pauvreté. La pauvreté touche 77 % de la population rurale. Les régions les plus touchées par cette pauvreté sont celles situées dans le Sud de Madagascar. Pour ces régions, les indicateurs de développement et ceux relatifs à l'éducation sont faibles par rapport à la moyenne nationale.

Le sud

Par exemple, le taux de pauvreté à Androy atteint 97% et ceux des 5 autres régions du sud se situent entre 70 et 80 % ; Dans la région d'Androy toujours, 70% des jeunes entre 18 et 35 ans n'ont jamais été à l'école et 54 % pour les adolescents entre 15 et 17 ans.

Ces localités ont également un accès limité aux ressources et en plus l'insécurité alimentaire sévit. Sur le plan culturel, le sud est réputé pour le vol des bœufs qui auparavant était un rituel culturel pour les garçons avant le mariage, mais actuellement ce phénomène est source de conflit et d'insécurité. Ces localités sont moins nanties en infrastructures ce qui entraîne une situation d'enclavement.

Aussi, plusieurs localités dans le Sud sont des zones où les conflits subsistent et selon les résultats d'une étude anthropologique réalisée en 2017 dans le Sud malgache, les deux principales sources de tensions et de conflits sont d'une part l'insécurité croissante (liée au phénomène de vol de zébus) et d'autre part le

sentiment de marginalisation des communautés, notamment des jeunes et des femmes.

Une enquête menée par un réseau de chercheurs (Afro baromètre) a montré un manque de confiance de la population dans les autorités étatiques car il y a un fort taux de corruption.

Pour relever tous ces défis afin de mettre en place un climat serein pour vivre en harmonie, aller vers changement de comportement favorable à la paix, un package d'activités fourni par différentes agences des nations Unies ont été réalisées sur les mêmes bénéficiaires

Le projet

Le projet « ***Appui aux mécanismes endogènes pour le dialogue communautaire et à l'amélioration des conditions économiques des populations vulnérables*** » exécuté par 4 agences (FAO, UNCDF, UNFP, UNESCO) financé par le Fonds de la consolidation de la paix a donc pour objectif ultime d'améliorer la cohésion sociale et l'adhésion à la paix à travers la promotion du dialogue communautaire, mais aussi intégrer ces populations vulnérables dans la dynamique socioéconomique.

La FAO travaille dans la promotion de l'agriculture, l'UNFP a mis en place des plateformes communautaires pour promouvoir le dialogue social et l'UNCDF œuvre pour la promotion de l'épargne et l'éducation financière.

Parallèlement, à ce projet communautaire, un projet visant l'appui aux forces de sécurité ainsi que l'appui à la justice ont été réalisés par un autre groupe d'Agence.

L'objectif était donc rendre moins marginale la population des localités en réalisant un package holistique d'activités dans la zone escomptant ainsi un changement de comportement enclin à la tolérance, au dialogue et à l'harmonie.

L'UNESCO

L'UNESCO a axé sa stratégie sur un package d'activités relevant de son mandat (Education, Communication pour le changement comportement à travers les émissions éducatives, activités culturelles et sportives en faveur des jeunes)

Dans le domaine de l'éducation, 3 composantes ;

1. L'éducation à la paix dans les écoles à travers les clubs de paix et en dehors dès l'école à travers les jeunes pairs éducateurs de la paix
2. L'alphabétisation sur les thématiques de la paix : Les textes, les discussions de base de l'alphabétisation ont été contextualisés sur les valeurs à promouvoir
3. La formation technique et professionnelle sur des métiers porteurs adaptés aux cibles jeunes vulnérables

- La zone d'intervention ne compte que 3 établissements de formation professionnelle : 1 lycée technique et 2 centres de formation professionnelle. Les filières sont classiques.

La formation qualifiante des jeunes déscolarisés

Fort des expériences passées dans les autres régions à travers le programme capED, le même processus et dispositif a été mis en place : La formation professionnelle qualifiante courte en faveur des jeunes en milieu rural. Cette demande de développement des compétences sur des métiers précis et de l'employabilité a été soulevée lors des diagnostics préalables dans la région d'implantation du projet.

Quelles compétences donner pour renforcer l'employabilité des jeunes des localités pour qu'ils puissent s'auto installer ou aller sur le marché du travail. La théorie du changement escompté est : ainsi outillés, ils seront moins enclins à rejoindre les groupes de bandits car ils se sentiront plus valorisés, plus seront mieux préparés à l'autonomie et au acquerront le gout du travail.

Pour répondre à ces défis, des enquêtes préliminaires ont été réalisées auprès des 8 communes de la communauté, des futures bénéficiaires et auprès du monde économique des localités (il n'y en a pas beaucoup). De cette consultation, 4 métiers/filières porteurs ont été identifiés à savoir : Ouvrage bois, fabrication de petit outillages agricoles, maçonnerie et coupe et couture.

La répartition des responsabilités

Le projet a apporté l'appui à l'ingénierie pédagogique pour développer les référentiels de certification et de formation et les guides pédagogiques, la formation des enseignants et l'acquisition des équipements et l'appui au fonctionnement comme els matières d'œuvres.

L'état a mis à disposition les enseignants, les infrastructures

Les centres de formation ont collaboré avec les plateformes communales pour l'information et par la suite de l'identification et le recrutement des jeunes issus des 08 communes. Pour permettre l'admission des jeunes des zones environnantes, un internat a été mis en place.

Après la sélection, le recrutement s'est fait par un test écrit suivi d'un entretien de moralité par les plateformes communales.

Les bénéficiaires ont pris l'engagement de terminer la formation et suivre les chartes de bonnes conduites mises en place dans les centres

Lors de la réalisation de la formation, les membres de bureau des plateformes communales font aussi le suivi au niveau des centres de formation pour assurer le bon comportement des jeunes.

C'est ainsi que sur 658 **jeunes** inscrits dans les 08 communes, **128 ont été recrutés** pour cette première vague de formation.

La formation dure 4 mois et se terminera à la fin du mois de Septembre. Ils doivent après le stage rédiger et réfléchir sur un projet de fin de formation et ils seront dotés de kit léger d'installation.

L'impact

Même s'il n'est pas possible au stade actuel de donner des chiffres quant aux changements stratégiques (insertion professionnelle), post formation car ils sont en train de terminer la formation, il est unanimement constaté par les encadreurs le changement en terme de socialisation, de comportement des jeunes issus des différents milieux. Par exemple, au début les bagarres étaient fréquentes,

- *Un jeune disait, je n'ai pas été dahalo (Voleur de bœuf) si je savais faire ce que j'apprends actuellement «*
- *La vie commune en internat m'a appris la tolérance et le dialogue, comment vivre sans bagarre avec les autres jeunes de mon âge.*

Sur le plan de l'acquisition de compétences, l'évaluation faite des autres cohortes de ces types de formation réalisés par l'UNESCO dans les autres régions dans le cadre du programme CapED a montré que 80 % des jeunes formés ont vu leur revenu augmentés, 80 % des employeurs ont attesté que les jeunes sont compétents dans leur spécialité et que les sortants des filières BTP sont ceux qui ont le plus d'opportunité de contrat même en dehors de leur résidence

Les défis

- La pérennité de l'offre de telle formation qui répond à un besoin du secteur économique mais aussi à l'attente d'une proportion significative d'une population jeune compte tenu des difficultés de l'état et des autres partenaires dans le financement de la formation professionnelle.
- Les moyens et les renforcements des capacités de l'établissement à faire face pour satisfaire la demande locale en termes de compétences et les besoins de formation de qualité pour y répondre
- La faible capacité de planification dans le domaine de la formation professionnelle aussi bien au niveau local que régional que national.

Les opportunités

- La volonté du Ministère (Niveau régional et national) à promouvoir de telle formation qualifiante, telle que recommandée par la Politique Nationale de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (PNEFP)
- L'existence de la PNEFP
- La disponibilité des plateformes communautaires mixtes et inclusives facilitant la mise en place des activités de formation des Lycées techniques et centre de formation étatique (Partenariat)
- La disponibilité des professionnels locaux à apporter leur contribution facilitant le transfert des compétences des apprenants (partenariat)

Les leçons apprises

- De telles formations qualifiantes doivent répondre aux attentes des jeunes et les métiers choisis doivent aussi correspondre aux besoins de la communauté. L'identification des besoins, l'information et l'orientation des jeunes sont des étapes importantes dans la mise en place d'une formation ;
- Le partenariat aussi bien avec le secteur du monde économique que la communauté est importante en milieu rural
- La mise en place de telle formation doit découler aussi d'une politique globale du pays dans le domaine de l'emploi et de la formation professionnelle et devra être accompagnée des réformes institutionnelles comme le statut des établissements pour plus d'autonomie, des projets d'établissements, le partenariat avec le secteur économique et privé et la formation des staffs de ces établissements dans différents domaines

Le lien avec les ODD et CESA

De ce qui précède, de telles formations qui sont basées sur les besoins mais sur un processus d'ingénierie facilitera la poursuite de l'apprentissage tout au long de la vie et plus spécifiquement répondent parfaitement aux cibles de l'ODD4 et l'ODD8 pour ce qui concerne le développement des compétences et le travail décent. Les formations concourent à l'objectif ultime de ne laisser personne de côté, la démarche et les objectifs de l'activité rejoignent les piliers, les objectifs stratégiques de la stratégie continentale de l'éducation CESA 16 25 dans la mesure où le CESA recommande une éducation holistique, inclusive et équitable pour un développement durable et renforce le lien avec le monde du travail dans le développement des FP.



Prof. Filipe Zau,
Rector of the Independent University, Angola

BIOGRAPHY

EN

Filipe Zau is a university professor, researcher and musician, Dean of the Independent University of Angola (UnIA), President of the Board of the Association of Private Higher Education Institutions of Angola (AIESPA), President of the Assembly of the Angolan Federation of University Sports (FANDU), member of the Angolan Academy of Letters (AAL), Collaborator of the Jornal de Angola.

FR

Filipe Zau est professeur d'université, chercheur et musicien, doyen de l'Université indépendante d'Angola (UnIA), président du conseil d'administration de l'Association des établissements privés d'enseignement supérieur d'Angola (AIESPA), président de l'Assemblée de la Fédération angolaise du sport universitaire (FANDU), membre de l'Académie angolaise des lettres (AAL) et collaborateur du Jornal de Angola.

PAPER

Formação de Professores: O perfil exigido para o papel necessário, em prol da paz e do desenvolvimento

*Por: Filipe Zau**

O mundo vem mudando de forma cada vez mais acelerada, devido à ocorrência simultânea de três processos: “a grande expansão dos fluxos internacionais de bens, serviços e capitais; a competitividade e concorrência nos mercados internacionais; a maior integração dos sistemas económicos” [Caeiro: 217]. O actual contexto da mundialização do capitalismo promove, sobretudo, consumistas e não cidadãos. Cresce o desemprego e problemas de anomia social

(como a toxicodependência, a violência, o racismo e a xenofobia), que, pelos prejuízos sociais que provocam, deveriam ser combatidos em instituições de ensino, por programas específicos de educação, que promovam a paz, os direitos humanos, o Estado de Direito democrático e a justiça social.

Na realidade, “não há apenas ideias opostas ou ideias diferentes a respeito da Educação, a sua essência e seus fins. Há interesses económicos, políticos que se projectam também sobre a Educação” e que, evidentemente, influenciam e determinam o seu paradigma conceptual e de desenvolvimento [BRANDÃO: 60]. Numa *perspectiva micro-sociológica*, a educação é entendida como um problema psico-social, uma vez que o processo educativo resulta de relações inter-pessoais, estabelecidas entre os diversos protagonistas envolvidos no processo, de entre eles, o professor, hoje com novos desafios [CARMO (1999): 251]. O carácter dinâmico das diferentes sociedades implica na adopção de mudanças, não só, ao nível dos *curricula* dos sistemas educativos instituídos – *para o papel social necessário* – mas também, ao nível dos professores – *um novo perfil de formação a ser exigido*.

1. Áreas-Chave de uma Educação para a Paz e para o Desenvolvimento

O sociólogo Hermano Carmo estabelece *áreas transversais* e *áreas específicas*, que devem proporcionar aprendizagens para uma educação para a paz e para o desenvolvimento:

No campo da transversalidade e face a um mundo em constante mutação, cada cidadão terá que se *adaptar à mudança* e *aprender a geri-la*. Deverá aprender a *ser autónomo sem ter que se insular no seu individualismo*, já que qualquer pessoa, enquanto bio-psico-social, vive em comunidade e não de forma isolada. Face à *democracia*, terá que aprender competências comunicacionais indispensáveis ao exercício da mesma, adquirindo as necessárias *competências de leitura, de escrita e de conversação* (saber falar e saber ouvir). Terá que adquirir competências para o *exercício da democracia representativa*, aprendendo a escolher, a respeitar as suas escolhas e as dos outros e a utilizar mecanismos democráticos para a substituição dos seus representantes. Terá ainda que adquirir competências para o *exercício da democracia participativa* (preparar, tomar e executar decisões). Como cidadão, terá que *aprender a ser solidário ao nível individual* (solidário para com as crianças, adolescentes, adultos e idosos que integram as gerações vivas) e *solidário ao nível familiar, organizacional, comunitário, nacional e mundial*. Terá ainda que ser *solidário no tempo*, quer em relação às gerações futuras (sendo solidário para com os netos, como uma forma de garantir o desenvolvimento sustentado), quer em relação às gerações passadas (contribuindo para a defesa do património e assumido a história em todos os seus aspectos positivos e negativos em solidariedade com os seus antepassados).

No campo da especificidade deverá aprender a viver com qualidade, protegendo o *ambiente* como património comum da humanidade actual e futura. Face à *população* deverá ser educado para assumir uma paternidade e maternidade responsáveis. Em relação à *saúde*, deverá ser educado para a nutrição, para a prevenção de doenças e para assumir uma postura favorável à formação sanitária básica. Ao nível da *cidadania económica*, deverá o cidadão ser educado para a produção, para a gestão de recursos, para a distribuição de bens e serviços e também para o consumo. No âmbito das questões do *género*, as mulheres deverão ser respeitadas e encaradas com os mesmos direitos e deveres que os homens. Educar uma mulher é o primeiro passo para se educar uma família e, é neste contexto, que as mulheres se tornam em agentes estratégicos de democratização e de desenvolvimento, como já afirmei anteriormente. Face à *multiculturalidade*, existente em todos os continentes, cada cidadão, através de uma educação intercultural, terá de ser educado para a sua própria identidade cultural, para convivência e coexistência com outras de diferentes culturas e para o ecumenismo [CARMO (2000): 126-127]. “Entre os povos há pontes”.¹ O conceito de endogeneidade remete-nos para as fontes das chamadas tradições africanas, mas, evidentemente, sem que se perca de vista o imperioso desejo de progresso e de modernização abertos à comunidade [HAÏDARA: 36].² A aprendizagem e a utilização das línguas africanas na prevenção e na resolução dos conflitos é importante porque,

“Os depositários e grandes retóricos desses falares [línguas africanas] são, por excelência, os chefes costumeiros. É por isso que, a sua plena implicação na vida administrativa e política, pode ser benéfica para garantir a paz social, a concórdia e mesmo as relações de boa vizinhança entre Estados do continente. Estas condições são indispensáveis para prever, com mais optimismo, a Renascença Africana (...)” [SOUINDOULA]

2. As dimensões epistemológica, pragmática e metacognitiva da Formação Docente

“Não há ensino de qualidade, nem reforma educativa, nem inovação pedagógica, sem uma adequada formação de professores.” [NÓVOA: 9]

¹ Lema da *Conferência Internacional sobre o Diálogo Intercultural e a Cultura da Paz na África Central e na Região dos Grandes Lagos*, promovida, entre os dias 2 e 4 de Setembro de 2003, pela UNESCO, várias instituições francófonas e o Centro Internacional das Civilizações Bantu – CICIBA

² Baba Akhib Haïdara, foi Director da UNESCO, no Bureau Regional para o Desenvolvimento da Educação em África (BREDA), em Dakar (Senegal).

2.1 O “saber” e o “saber-fazer”

O professor como um profissional capacitado por um conjunto de conhecimentos teóricos e metodológicos adquiridos numa instituição de formação e que só a aquisição dos mesmos legitimava o exercício da sua função. Porém, o domínio teórico do “saber” epistemológico não é o quanto basta para a resolução de situações reais do dia-a-dia sem que, complementarmente, se associe uma actividade prática. É, por conseguinte, após o estabelecimento da relação indissociável entre a teoria e a prática, que o professor passa a entrar no domínio do “saber-fazer”. [PACHECO; FLORES: 15].

2.2. O “saber situar-se”

Para além da dimensão epistemológica e pragmática, o sociólogo Hermano Carmo refere-se a uma dimensão metacognitiva,³ que consiste na necessidade do professor, enquanto interventor social, “saber situar-se”; ou seja, aquele “saber” ou “conhecimento” que resulta de uma reflexão sobre a representação ou *a posteriori* da própria acção, também conhecido por “conhecimento de terceira ordem” [PÉREZ GÓMEZ; In, VILLA A., ed. (1988), *Perspectivas y problemas de la función docente*, Narcea, Madrid, s/p; cit. in, PACHECO; FLORES: 18].

3. A terminar

É necessário promover-se a inovação científica, tecnológica e educacional no interior dos sistemas educativos, para que as gerações mais jovens de africanos possam ver o Mundo, África e os seus respectivos países através dos seus próprios olhos.

*** Reitor a Universidade Independente de Angola**

**** Ph. D em Ciências da Educação e Mestre em Relações Interculturais**

BIBLIOGRAFIA

- BRANDÃO, Carlos Rodrigues (1986), *O que é a Educação*, Editora Brasiliense, São Paulo;

³ “A metacognição foi definida por John Flavell (Stanford University) nos anos 1970 como o conhecimento que as pessoas têm sobre seus próprios processos cognitivos e a habilidade de controlar esses processos, monitorando, organizando, e modificando-os para realizar objetivos concretos. Em outras palavras a metacognição se refere à habilidade de refletir sobre uma determinada tarefa (ler, calcular, pensar, tomar uma decisão) e sozinho selecionar e usar o melhor método para resolver essa tarefa” In, <http://www.psicologiaexplica.com.br/o-que-e-metacognicao/>, em 10/08/17

- PÉREZ GÓMEZ; Angel (1988), *El pensamiento práctico del professor: a formação do professor como professional reflexivo*; In, VILLA A., ed. (1988), *Perspectivas y problemas de la función docente*, Narcea, Madrid;
 - CAEIRO, Domingos (2001), *Globalização Económica*; In, CARMO, Hermano – coord. (2001), *Problemas Sociais Contemporâneos*, Universidade Aberta, Lisboa;
 - CARMO, Hermano (1999), *Desenvolvimento Comunitário*; Universidade Aberta, Lisboa;
 - CARMO, Hermano (2000), *Hipóteses sobre o contributo dos portugueses no processo de reabilitação pós-guerra*, Universidade Aberta, Lisboa. Intervenção no âmbito do 1º Congresso Internacional promovido pela Universidade Aberta, sobre a *Guerra Colonial: realidade e ficção*, Lisboa;
 - HAÏDARA, Baba Akhib, (1989/1990), *Desenvolvimento e Educação em África*, In, MATOS, Artur Teodoro; MEDEIROS, Carlos Laranjo – Dir. (1989/990), *Povos e Culturas, Educação em África*, Centro de Estudos dos Povos e Culturas de Expressão Portuguesa, Universidade Católica Portuguesa, Lisboa;
 - NÓVOA, António (1992), *Os professores e a sua formação*, Nota de Apresentação, Publicações D. Quixote Lda, Lisboa;
 - PACHECO, José Augusto; FLORES, Maria Assunção (1999), *Formação e Avaliação de Professores*, Porto Editora Lda, Porto;
 - SOUINDOULA, Simão (2003), *Resumo da Comunicação apresentada na Conferência Internacional sobre o Diálogo Intercultural e a Cultura da Paz na África Central e na Região dos Grandes Lagos realizada de 2 a 4 de Setembro de 2003*, Libreville (Gabão);
 - ZAU, Filipe (2009), *Educação em Angola; Novos Trilhos para o Desenvolvimento*, Movilivros, Luanda.
-



Mr. Hassan Choueikh, Director Professional and Vocation training, Ministry of Tourism, Air transport and Social Economy, Kingdom of Morocco

BIOGRAPHY

EN

Hassan Chouikh is Director of Professional Training and Continuing Education for Craftsmen at the Ministry of Tourism, Air Transport, Crafts and Social Economy. Since 1988, Mr Chouikh has held several positions of responsibility, as Head of Department and then Head of Division before joining the Millennium Challenge Corporation Agency (MCA Morocco) as National Coordinator of the vocational training component within the first compact. In 2015, Mr Chouikh returned to the Crafts Department as Head of the Division of Continuing Training of Craftsmen, with more than 30 years of experience in the crafts sector with a perfect command of the skills of Strategic Planning, Project Management, Studies and Analysis of Statistical Data and Elaboration and Implementation of Development Programmes.

FR

Hassan Chouikh est directeur de la Formation Professionnelle et de la Formation Continue des Artisans au Ministère du Tourisme, du Transport Aérien, de l'Artisanat et de l'Economie Sociale. Depuis 1988, Monsieur Chouikh a occupé plusieurs postes de responsabilité, en tant que chef du Service puis Chef de Division avant de rejoindre l'Agence Millenium Challenge Corporation (MCA-Maroc) comme Coordinateur national du volet formation professionnelle dans le cadre du premier compact. En 2015, Monsieur CHOUIKH est de retour au Département de l'Artisanat en tant que Chef de la Division de la Formation Continue des Artisans. Il a plus de 30 ans d'expérience dans le secteur de l'artisanat avec une parfaite maîtrise des compétences de Planification stratégique, de Management des projets, d'Etudes et analyse des données statistiques et d'Elaboration et mise en œuvre de programmes de développement.

PAPER

Titre : l'artisanat vecteur d'emploi pour les jeunes au Maroc

Le Maroc, comme d'autres pays du Monde, a élaboré une stratégie multidimensionnelle et multidisciplinaire contre la radicalisation. Dans ce cadre, la formation professionnelle dans les métiers de l'artisanat et le renforcement des capacités des acteurs clés de ce secteur constituent un moyen efficace pour l'insertion professionnelle des jeunes qui contribuent à l'instauration d'un climat de tolérance, de dialogue et de respect entre les gens, entre citoyens, ou entre citoyens et étrangers.

Aussi, l'artisanat par sa nature et son histoire permettra de promouvoir les relations de confiance entre les communautés, le dialogue et l'interaction, l'accès à une formation inclusive et de qualité, la justice sociale et la lutte contre les discriminations. Les projets initiés par le département de l'artisanat tels que la

création de Dar Sanâa contribue à l'intégration des citoyens dans des zones rurales au développement socio-économique, à la limitation de l'exode rural, et à l'amélioration des conditions de vie de la famille rurale. En effet, ce projet encourage l'autonomisation économique des jeunes et des femmes en les aidant à améliorer de manière durable leur productivité et leurs revenus ce qui contribue au bien-être de leurs familles et de leurs enfants.

Les jeunes issus du système de formation professionnelle dans le secteur de l'artisanat ont plusieurs possibilités d'intégrer le monde professionnel en créant à leurs propres comptes des unités de production qui sont de nature peu capitalistiques, puisqu'avec des moyens très limités on arrive à créer son entreprise ou se grouper en association ou coopérative. Le secteur assure un emploi pour 2,3 millions de personnes (soit 20% des marocains actifs). Outre sa participation au PIB (à hauteur de 8,6%).

Partant des Hautes Orientations de Sa Majesté le Roi Mohammed VI contenues dans le discours prononcé à l'occasion du 66e anniversaire de la Révolution du Roi et du Peuple : « ...Je ne me laisserai donc jamais de mettre en avant le rôle de la formation professionnelle, du travail manuel dans l'insertion des jeunes. Sont concernés : En premier lieu, les métiers de l'artisanat, qui assurent aux praticiens un revenu décent et une vie digne; ... ». Le secteur de la formation professionnelle vient de se doter d'une nouvelle Feuille de Route prometteuse et d'un projet de création des "Cités des Métiers et des Compétences", témoignant l'attention particulière et de la Haute sollicitude dont le Souverain ne cesse d'entourer ce secteur de nature à lui permettre de continuer à jouer pleinement son rôle en tant que levier essentiel pour l'employabilité et la compétitivité des entreprises.

Dans cette perspective, le Ministère du Tourisme, du Transport Aérien, de l'Artisanat et de l'Economie Sociale, a élaboré une politique intégrée de sauvegarde des métiers de l'artisanat basée sur une démarche participative, visant la transmission des savoirs et des savoir-faire liés à l'artisanat aux générations futures, tout en mettant l'accent sur sa dimension humaine et ses valeurs de tolérance et de paix.

Aussi, la coopération fructueuse avec L'UNESCO représenté par le Bureau de Rabat a permis de compléter et d'enrichir les acquis et les réalisations du Ministère. Et ce à travers un travail conjoint sur deux grands projets :

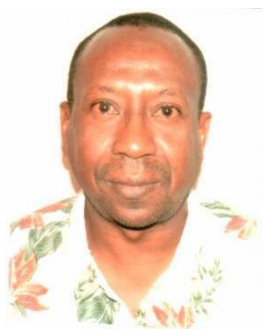
- « L'Elaboration d'une Stratégie Nationale de Sauvegarde du Patrimoine Culturel Immatériel lié aux Métiers de l'Artisanat menacés de Disparition », projet qui cherche à approfondir la réflexion sur le développement d'une vision de sauvegarde axée sur la valorisation de la chaîne de valeurs et des savoirs et savoir-

faire liés au produit artisanal, et la création d'un environnement social et économique propice à la transmission.

- « L'élaboration et la mise en place d'un Système National de Trésors Humains Vivants ». Ce projet consiste à la mise en place de mécanismes d'inventaire National des savoirs et savoir-faire liés aux métiers de l'Artisanat ainsi que l'identification, la reconnaissance et le soutien des personnes qui incarnent la sagesse traditionnelle, en leur offrant les conditions optimales pour la transmission de leur savoir-faire aux générations futures.

Des sessions de renforcement des capacités des acteurs locaux et régionaux ont été organisés afin de permettre à ces acteurs dont des jeunes (d'un milieu associatif ou des jeunes artisans) d'acquérir les outils et les mécanismes internationaux qui permettront de préparer des requêtes pour des demandes d'assistance internationale au Fonds du patrimoine culturel immatériel ce qui contribuera d'une manière significative à l'amélioration des conditions de vie de ces jeunes et l'espoir d'un avenir meilleur.

Prevention of conflicts over natural resources



Prof. Amadou Boureima, Faculty of Human and Social Sciences, Abdou Moumouni University, Niamey, Niger

BIOGRAPHY

EN

Boureima Amadou is a Professor from Universities CAMES, scientific expertise in the field of Natural Resource Management peripheries of Biosphere Reserves, Biodiversity in the Sahel (Niger).

FR

Boureima Amadou est Professeur des universités du CAMES, des compétences scientifiques dans le domaine de la Gestion des ressources naturelles des périphéries des Réserves de Biosphère, de la Biodiversité au Sahel (Niger).

PAPER

Prévention des conflits autour des ressources naturelles transfrontalières : exemple du projet UNESCO/MAB-UNEP/GEF

1. Contexte et objet du projet

Il s'agit du Projet régional UNESCO-MAB/PNUE-FEM de renforcement des capacités scientifiques et techniques dans les réserves de biosphère des zones de savane en Afrique de l'ouest. Les résultats présentés concernent particulièrement la réserve de biosphère du W sur trois pays.

Le contexte dynamique des réserves de biosphère dans la région soudano-sahélienne implique la nécessité de modifier le système de conservation pour prendre en compte les contextes local, national et régional, y compris le niveau de pauvreté des communautés locales, leurs pratiques, les aspects de décentralisation et les normes et réglementations internationales en matière de conservation de la biodiversité.

2. Les différentes réflexions, types d'intervention et leurs objectifs

Recherche

Sites de démonstration

Objectifs :

Meilleure compréhension des interactions « sociétés-savanes »

Développement durable

Conservation et utilisation durable de la biodiversité

Renforcement des capacités scientifiques et techniques

3. Les acteurs et la période d'intervention

Il s'agit d'une intervention à multi-acteurs : Scientifiques, gestionnaires, acteurs locaux et UNESCO, sur la période de 2004 à 2008

4. Impacts des activités/Changements stratégiques obtenus

Bonne connaissance des interactions Homme/nation avec une identification des zones éco fonctionnelles

Meilleure perception du rôle des réserves de biosphère

Meilleure appréhension du partage de ressources et de la construction d'une paix durable dans un contexte de forte pression sur les ressources et de faible production d'écosystèmes (Bouamrane 2006, Deldicque 2007, Amadou 2006).

5. Défis, opportunités et leçons apprises

Défis : Appropriation conséquente des réserves de biosphère, conservation à long terme de biodiversité, transhumance transfrontalière

Opportunités : Créer un espace de dialogue, Construction de territoires de développement durable

Leçons apprises : La construction collective (ou co-construction) et l'apprentissage collectif.



Mr. Ousmane Dore, Director General of the Regional Office for Central Africa of the African Development Bank Group

BIOGRAPHY

EN

Dr. Ousmane Doré is Director General, Central Africa Regional Development and Business Delivery Office at the African Development Bank. Beforehand, he held a long career in development funding, public administration and research: he was senior economist at the IMF, then resident representative in Senegal and Head of Mission a.i. in Guinea in 2006. Dr. Dore is a former Minister of Economy, Finance and Planning of Guinea.

FR

M. Ousmane Doré est directeur général du Bureau du développement régional et de la prestation des services aux entreprises en Afrique centrale de la Banque

africaine de développement. Auparavant, il avait mené une longue carrière dans les domaines du financement du développement, de l'administration publique et de la recherche: il était économiste principal au FMI, puis représentant résident au Sénégal et chef de mission dans ce pays en Guinée en 2006. M. Dore est ancien ministre de l'Économie, Finances et planification de la Guinée.



Ms. Theresa Pirkl, Head of the Political Department of the Office of the United Nations Special Envoy for the Great Lakes Region

BIOGRAPHY

EN

Theresa Pirkl is the team leader of the political team in the office of the Special Envoy for the Great Lakes region. In addition to her experience in the Great Lakes region, she has been providing political advice on the mediation processes in Sudan and South Sudan, and on strengthening the partnership between the United Nations and the African Union. She has also worked in the United Nations peacekeeping missions in Darfur (Sudan) and Kosovo. Prior to her joining the United Nations, she worked in marketing agencies in Austria.

FR

Mme Theresa Pirkl est la responsable de l'équipe politique du bureau de l'Envoyé spécial pour la région des Grands Lacs. En plus de son expérience dans la région des Grands Lacs, elle a fourni des conseils politiques sur les processus de médiation au Soudan et au Sud-Soudan et sur le renforcement du partenariat entre l'ONU et l'Union africaine. Elle a également travaillé dans les missions de maintien de la paix des Nations Unies au Darfour (Soudan) et au Kosovo. Avant de rejoindre les Nations Unies, elle a travaillé dans des agences de marketing en Autriche.

PAPER

Natural Resources as a driver for shared prosperity in the Great Lakes Region

Efforts to address the illicit exploitation and trade of natural resources and their linkages to illegal armed groups

Introduction

1. The Great Lakes region, with Burundi, the Democratic Republic of the Congo, Rwanda and Uganda at its core but also including Angola, the Central African Republic, Republic of Congo, Kenya, South Sudan, Sudan, Tanzania and Zambia, occupies a strategic position in Africa. It has great economic development potential, owing especially to vast metal and mineral deposits, and enormous water and renewable resources in the Congo basin, notably the second largest tropical forest area of the planet. The Democratic Republic of the Congo (DRC) alone, especially the Kivu provinces in the eastern part of the country, has one of the greatest concentrations of precious minerals and metals on earth, with natural resources estimated to be worth US\$ 24 trillion. These include large reserves of gold, coltan, copper and tin, some of which are used in the manufacture of a range of high-tech devices and battery technology, with demand increasing exponentially.
2. The illicit exploitation and trade of natural resources, however, continue to deprive the region of much needed drivers of growth and shared prosperity. Importantly, associated illegal economies and their linkages to armed groups and criminal networks perpetuate insecurity and instability. Indeed, competition over access to natural resources has been identified as one of the root causes of continuing conflict and instability in the region.
3. This presentation provides a brief assessment of efforts taken to date in the Great Lakes region to strengthen regional cooperation towards tackling the illegal exploitation and trade of natural resources and the challenges faced therein.

Challenges in enhancing management of natural resources in the Great Lakes

4. A key challenge in the management of natural resources in the region, and in Africa more generally, are its weak linkages to the wider economy with very little value added. In the absence of functional formal systems, ready access to natural resources in the DRC and the illegal exploitation of minerals such as cobalt, coltan, gold, copper, and diamonds, as well as charcoal, timber and other resources, have been a key driver of ongoing regional instability. They have also deprived the DRC of substantial economic revenue.
5. The extensive range of actors involved in this illegal exploitation means that dismantling such networks threaten the interests of state- and non-state actors in

the region who benefit from the status quo. International actors also play a significant role, driving demand as consumers of conflict minerals and as actors in the mining sector itself. As a result, this is a politically challenging objective, but one that is fundamental to eliminating a key driver of violence, distrust, instability and poverty in the region. The challenge lies in providing incentives for all regional actors to actively engage in and commit to reforming the system, especially as the rewards may only become tangible in the longer-term.

6. It is therefore important for natural resource-rich countries to adopt a virtuous trajectory towards translating wealth from these resources into diversified economies and inclusive growth. To do so, the formal natural resources sector, most notably the extractive industries, has to be strengthened and regional cooperation further formalized. Such actions should target the prevalence of informal artisanal mining, differences in tax regimes and porous borders, among others.

7. As a key obstacle to tackling the illegal trade of natural resources, tax regimes of minerals differ widely across Great Lakes countries. For example, the recent DRC mining code revision which designates coltan as a “strategic mineral,” with a 10% royalty tax while in neighboring countries such as Rwanda taxes on coltan are around 3%. The same is valid with gold with 10% export and royalties in DRC, 1.5% in Rwanda and no tax in Uganda.

Existing mechanisms and frameworks to support regional cooperation on natural resources

8. The International Conference on the Great Lakes Region (ICGLR) is leading efforts to strengthen natural resources management in the region through introducing and implementing certification schemes for natural resources. Notably, it established a regionally and internationally recognized policy and action framework for the control of trade in conflict resources. In December 2010, the Lusaka Declaration launched the ICGLR Regional Initiative against the illegal exploitation of natural resources (RINR). Supported by OECD, GIZ and other development partners, the RINR laid out a comprehensive approach for curbing the illegal exploitation of natural resources through six complementary tools designed to establish an effective system for certifying the origin of the resources most affected: (1) Regional Certification Mechanism; (2) Harmonization of national Legislations; (3) Regional Database on Mineral Flows, (4) Formalization of the Artisanal Mining Sector; (5) Promotion of the Extractive Industry Transparency Initiative (EITI); and a (6) Whistle Blowing Mechanism involving the civil society. Many ICGLR countries including the GL “core countries” have undertaken initial steps to domesticate the RINR in their national legislation. The member states are coordinating the harmonization of their legislation and sharing learning experiences.

9. The RINR's principal approach is the setup of a regional certification system for tin, tantalum, tungsten and gold, commonly known as 3TGs. The supply chains of these minerals which have proven to be related to armed conflicts are being audited and certified within the framework of the ICGLR Regional Certification Mechanism which is the core tool of the Initiative. However, while the legislative framework developed for this Mechanism is very advanced, its implementation through the Regional and National Committees is lagging, with continued limited impact on undercutting finance flows to illegal armed groups.

10. The main challenge in this regard is to translate the policy requirements of the RINR into structural changes in the member states. Furthermore, the ICGLR Executive Secretariat suffers from lack of technical and organizational capacities to fully support the requisite processes, as do the national coordination mechanisms in the member states and the national agencies in the mining sector.

11. Other cooperation frameworks for the sustainable management of natural resources in the region include:

- **The Organization for the Management and Development of the Kagera River Basin:** established in 1978, its members are Burundi, Rwanda, Tanzania and Uganda. It aims to achieve integrated development of water and land resources on the Kagera Basin.
- **Lake Victoria Fisheries Organization (LVFO):** it is an EAC specialized institution created by 3 Countries (Kenya, Tanzania and Uganda) in 1994 to manage, in a coordinated way, the fisheries resources of Lake Victoria. It aims to harmonize, develop and adopt conservation and management measures for the sustainable utilization of the living resources of Lake Victoria to optimize socio-economic benefits from the basin for the 3 Partner States.
- **Lake Victoria Basin Commission:** established in 2001 between Burundi, Kenya, Rwanda, Tanzania and Uganda, it is an EAC's specialized institution responsible for coordinating the sustainable development agenda of the Lake Victoria Basin.
- **Lake Tanganyika Authority (LTA):** Created by Burundi, DRC, Tanzania and Zambia, the LTA aims to promote cooperation required for socio-economic development and sustainable management of natural resources in the Lake Tanganyika, focusing on establishing sustainable fisheries, catchment management, pollution control, climate change adaptation and monitoring programmes.
- **Trilateral Lake Kivu and Ruzizi River Basin Authority (ABAKIR):** Established in 2012 between Burundi, Rwanda and DRC, ABAKIR is a lake basin commission that seeks to promote an integrated approach to water resources management on Lake Kivu.
- **Nile Basin Initiative (NBI):** created in 1999, this intergovernmental partnership (Burundi, DRC, Egypt, Ethiopia, Kenya, Rwanda, South Sudan, Sudan, Tanzania and Uganda) seeks to develop the River Nile in a cooperative manner, share substantial socio-economic benefits and promote regional peace and security.

- **Greater Virunga Transboundary Collaboration (GVTC):** established in 2006 between Rwanda, DRC and Uganda, this mechanism aims at the sustainable conservation of biodiversity in the central Albertine Rift for long-term socioeconomic development.
- **The Great Lakes Regional Strategic Framework (GLRSF):** the Pillar I of this United Nations initiative focuses on sustainable land and natural resources through the harmonization of environmental and natural resources management policies, laws and mechanisms across the region.

12. Lack of resources and dependence on the financial support of development partners has jeopardized their effectiveness and sustainability. Low human, technical and financial capacity and governance challenges are also major obstacles to the effective implementation of these regional arrangements.

Comprehensive approach to strengthen cooperation on natural resources

13. With a view to enhance the effectiveness of collective efforts to tackle the illegal exploitation of natural resources and its linkages to conflict economies, a comprehensive approach is required based on complementarity and maximizing synergies of existing initiatives. In this regard, the Office of the Special Envoy is supporting efforts to fight impunity and foster cooperation on cross-border crimes, including those related to natural resources, as an important element in signaling to all actors involved in such illegal activities that impunity will no longer be tolerated.

14. Many obstacles and therefore avenues to regional integration and better management of natural resources in the Great Lakes region will require both political solutions and time to address existing constraints. In this regard, in April 2019 in Paris, the Office of the Special Envoy of the Secretary-General facilitated a high-level meeting between representatives of Burundi, the DRC, Rwanda and Uganda with the aim of initiating a political conversation on ways to strengthen economic integration centered around the natural resources sectors so as to transform natural resources into drivers of shared prosperity. This dialogue is envisaged to be sustained through the convening of regional fora and a technical task forces to look at concrete options for cooperation.

15. This initiative is sought to be supported by interventions in key areas. As identified above, initiatives aim at addressing the following areas: (i) harmonization of the taxation of minerals; (ii) strengthen cooperation among relevant border agencies; (iii) build on shared water resources to increase regional cooperation and trade; (iv) develop a regional Framework for Renewable Energy and Energy Efficiency; (v) develop local content and regional value chains on natural resources; and (vi) Promote land management for the sustainable management of natural resources.

16. It is hoped that natural resources can become a driver of regional integration and shared prosperity in the Great Lakes region through the adoption of such a comprehensive approach building on and complementing existing initiatives. This will require sustained political commitment and agreement among concerned countries on how to promote cooperative approaches to manage such resources, as part of broader efforts to advance regional economic cooperation and integration.



Mr. Vladimir Russo, Executive Director of the
Kisama Foundation, Angola

BIOGRAPHY

EN

Vladimir Russo holds a Master's degree in Environmental Education from Rhodes University in South Africa. He has professional training and experience in environmental journalism, environmental consulting and environmental education. He is currently the Technical Director of the environmental consultancy firm Holísticos and the Executive Director of the NGO Kissama Foundation where he is involved in environmental education, production of learning materials and protection of biodiversity. He collaborates with several research institutions and environmental consultancy groups in southern Africa and is a board member of the Southern African Environmental Assessment Institute (SAIEA) based in Namibia. His body of work focuses in the areas of biodiversity, water resources and maritime spatial planning.

FR

Vladimir Russo est titulaire d'une maîtrise en éducation relative à l'environnement de l'Université de Rhodes en Afrique du Sud. Il a une formation professionnelle et une expérience dans le journalisme, le conseil environnemental et dans l'éducation environnementale. Il est actuellement Directeur technique du cabinet de conseil en

environnement Holísticos et Directeur exécutif de l'ONG Kissama Foundation, où il participe à l'éducation environnementale, à la production de matériel pédagogique et à la protection de la biodiversité. Il collabore avec plusieurs instituts de recherche et groupes de consultants en environnement en Afrique australe et est membre du conseil d'administration de l'Institut d'évaluation de l'environnement en Afrique australe (SAIEA) basé en Namibie. Ses travaux portent sur la biodiversité, les ressources en eau et la planification de l'espace maritime.



H.E. Ms. Josefa Lionel Correia Sacko,
Commissioner, Rural Economy and
Agriculture, African Union Commission

BIOGRAPHY

EN

H.E. Ms Josefa Leonel Correia Sacko, an Angolan national, is a leading African Agronomist. She was elected as the new Commissioner for Rural Economy and Agriculture of the African Union Commission in 2017. Prior to that, she was a Special Adviser to two Ministers in Angola. The former Secretary General of the Inter African Coffee Organization (IACO) for 13 years in Cote D'Ivoire where she represented Coffee economy for 25 African Coffee producing countries. The other notable cooperation/partnerships she has worked with include the Regional Economic Communities (RECS), namely, SADC, COMESA, ECOWAS and EAC, where she has actively participated to address the challenges encountered by small scale farmers in Africa, ensuring that they remain a central focus in regional and national policy making for development. Ms Sacko speaks fluent Portuguese, French, English, Spanish and Lingala.

FR

Madame Josefa Leonel Correia Sacko, est une ressortissante angolaise. Elle est une agronome de premier plan en Afrique. Elle a été élue nouvelle commissaire à l'économie rurale et à l'agriculture de la Commission de l'Union africaine en 2017. Auparavant, elle était conseillère spéciale auprès de deux ministres en Angola. Au

ministère de l'Agriculture Mme Sacko a supervisé la sécurité alimentaire, l'éradication de la faim et la réduction de la pauvreté. L'ancienne Secrétaire générale de l'Organisation interafricaine du café (OIAC) pendant 13 ans en Côte d'Ivoire où elle a représenté l'économie du café auprès de 25 pays africains producteurs de café. Parmi les autres partenariats notables sur lesquels elle a travaillé figurent les communautés économiques régionales (RECS), à savoir la SADC, le COMESA, la CEDEAO et la CAE, où elle a activement participé à la résolution des problèmes rencontrés par les petits agriculteurs en Afrique, en veillant à ce qu'ils restent en place un élément central de l'élaboration des politiques régionales et nationales de développement. Madame Sacko parle couramment le portugais, le français, l'anglais, l'espagnol et le lingala.

PAPER

Preventing conflicts through sustainable natural resource management

There is a strong linkage between sustainable and equitable natural resource utilization and peace and stability. The two are mutually reinforcing. On one hand, you need a peaceful environment to guarantee and safeguard the country's natural resources from piracy, looting, illegal exploitation and misappropriation. On the other hand, mismanagement and misappropriation of the nation's natural resources for the benefit of a few would always lead to disharmony and social friction.

Africa is endowed with significant amounts of natural resources ranging from land, minerals, water, forests, wildlife, biodiversity, fisheries and other maritime resources. These resources have great potentials to be harnessed by African governments to promote economic and social development on the continent.

In fact, at the end of the struggle for independence by Africa nations, a lot of hope was put on the use of natural resources to lay the foundation for industrial development and improved livelihoods in Africa.

However, and paradoxically for that matter, Africa has never been able to leverage on its natural resources wealth to spur the much needed economic development. Sadly, in several instances across the continent, the utilization of natural resources has for too long time become synonymous with instability, wars and underdevelopment.

The unfair distribution of national wealth accruing from the use of natural resources provide a potential battle ground for different sectors and stakeholders. Natural resources in many African countries are located on remote areas, far from urban centres, making these areas unattractive to large-scale socio-economic investments. This creates resentment among the local populations where the resources are found. They feel cheated and neglected by the state. To reassert “ownership” over their resources, the local inhabitants in some cases resort to violent means.

Because of their remote locations; natural resources, forest resources in particular, provide hideouts for clandestine groups including criminal gangs, rebels and unscrupulous timber and lumber companies. Criminal and rebels groups use these resources to finance their operations. This situation further undermines the ability of the state to ensure law, order and civility across the country especially in isolated locations.

The ensuing wars and conflicts, in many instances lead to mass displacement of vulnerable groups across borders. These people need land and other natural resources like fuel wood and water for survival which inevitably lead to increased competition for resources in the recipient nation leading to further conflicts between the new arrivals and the local indigenous communities.

Natural resources like water, forests products and fisheries provide the last line of defence for local communities against hunger and starvation in war zones. The Democratic Republic of Congo is a case in point. Despite the wars in several parts of this country, there has been very limited cases of mass hunger and starvation. The local communities harvest forest products like fruits, nut and bush meat. The fisheries resources of rivers and streams provide varieties of fish for the local economy and ensuring food security. This makes the reconstruction and the resettlement processes easier and people tend to stay in the native areas and do not migrate in large numbers as refugees.

Natural resources like water and forests have become catalysts for promoting regional and sub-regional collaboration and contributing to the overall economic and integration of the African as aspired by the African Union. There are about nineteen water and lake basins organization on the continent. These include among others the Senegal, Volta, Niger, Lake Chad, Nile, Lake Turkana, Congo, Zambezi, Okavango, Limpopo and Orange River.



Mr. Adama Tondosama, Director-General
of the Ivorian Parks and Reserves Office,
Ivory Coast

BIOGRAPHY

EN

Colonel Adama TONDOSSAMA est le Directeur Général de l'Office Ivoirien des Parcs et Réserves. A ce titre, il assure la coordination technique, administrative et financière des aires protégées de Côte d'Ivoire dont trois sites sont classés patrimoine mondial de l'humanité. Il a fortement contribué à favoriser une participation de toutes les parties prenantes à l'élaboration et à la mise en œuvre des outils de gestion répondant aux standards internationaux, pour la gestion de ces sites.

FR

Colonel Adama Tondossama is the Director General of the Ivorian Office of Parks and Reserves. In this capacity, he is responsible for the technical, administrative and financial coordination of Côte d'Ivoire's protected areas, three of whose sites are World Heritage Sites. It has strongly contributed to encouraging the participation of all stakeholders in the development and implementation of management tools that meet international standards, for the management of these sites.



H.E Mr. Jean Leon Ngandu-Ilunga
Ambassador of Democratic Republic Of Congo
to Ethiopia, African Union and UNECA

BIOGRAPHY

EN

His Excellency Mr Ngandu-ILunga is the Ambassador for the Democratic Republic of Congo to the Republic of Ethiopia, African Union and UNECA. His Excellency holds a Masters in International Law, with the University Lovanium in Kinshasa, Democratic Republic of Congo. The Ambassador has wealth of experience with the United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR), where he worked as an International civil servant from (1975-2008). He was the Chief Secretariat, in charge of UNHCR Executive Committee proceedings at the Headquarters and also held position as Chief of the career development and training division (Human Resources). In addition, His Excellency also worked as the UNHCR Regional Representative and was responsible for the UNHCR operations in West Africa, also accredited to ECOWAS.

FR

Son Excellence M. Ngandu-ILunga est Ambassadeur de la République démocratique du Congo en République d'Ethiopie, auprès de l'Union africaine et de la CEA. Son Excellence est titulaire d'une maîtrise en droit international de l'Université Lovanium de Kinshasa, en République démocratique du Congo. L'Ambassadeur possède une vaste expérience au sein du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), où il a travaillé en tant que fonctionnaire international de 1975 à 2008. Il a été chef du Secrétariat, chargé des travaux du Comité exécutif du HCR au Siège et a également occupé le poste de chef de la Division de l'organisation des carrières et de la formation (Ressources humaines). En outre, Son Excellence a également travaillé en tant que Représentant régional du HCR et était responsable des opérations du HCR en Afrique de l'Ouest, également accrédité auprès de la CEDEAO ;

PAPER

L'expérience de la République Démocratique du Congo dans la gestion des personnes déplacées internes, des réfugiés, des rapatriés dans le contexte géographique complexe de la région des Grands Lacs et de l'Afrique Centrale, dans la perspective de la promotion de la culture de la paix

I. Contexte géographique et historique des déplacements forcés en RDC et dans la région

1. La RDC partage des frontières avec 9 pays, c'est ainsi que les conflits et bouleversements violents qui ont eu lieu dans les pays voisins ont occasionné des afflux très importants de réfugiés depuis 1960 à nos jours.
2. La tradition d'hospitalité des populations de la RDC et des gouvernements successifs du pays ont généralement permis une coexistence pacifique, aussi longtemps que les réfugiés n'étaient pas armés et militarisés.
3. Au lendemain du génocide au Rwanda en 1994, l'afflux de réfugiés, plus d'un million dont bon nombre militarisés, et à la suite des confrontations militaires entre des forces armées étrangères et ces milices armées, une très grave situation de guerre s'est déclenchée, et dont les effets résiduels continuent aujourd'hui d'infliger d'indicibles souffrances à des millions de personnes civiles, particulièrement à l'Est de la RDC, avec des milliers de morts congolais.
4. La présence continue d'une force des Nations Unies, la plus nombreuse au monde démontre la persistance de conflits armés, du fait des nombreux milices armées dont les activités s'alimentent de l'exploitation illégale de minerais et autres ressources naturelles abondantes dans cette région.
5. On est là dans un contexte où le déplacement forcé des populations est extrêmement important, les violences qui leur sont infligées sont très graves, et ce climat d'hostilités dure depuis près de 25 ans avec des conséquences forcément NEFASTES pour une culture de paix.
6. Les atrocités commises sur les populations civiles, et l'impunité dont semblent jouir certains seigneurs de guerres et chefs de milices rendent difficiles la promotion de la culture de la paix. **Cependant, le gouvernement de la RDC et ses partenaires mettent tout en œuvre pour que les efforts militaires pour vaincre les milices armées, soient accompagnés d'initiatives de promotions de dialogue, réconciliation et reconstitution de la cohésion sociale entre communautés, à l'interne et avec les pays voisins à l'externe.**

II. Situation des personnes déplacées et réfugiées en RDC

A. Réfugiés

7. La majorité des réfugiés en RDC dont le nombre est estimé en 2019, à **538.511** proviennent des pays voisins de l'Est et du Centre. Ils sont principalement accueillis dans les provinces congolaises suivantes :

- Nord-Kivu 172.883
 - Sud-Kivu 83.000
 - Bas-Uele 40.216
 - Haut-Uele 52.016
 - Nord-Ubangi 90.000
 - Sud-Ubangi 42.000
8. D'autres groupes résiduels se retrouvent en petit nombre à Kinshasa, et dans les provinces du Haut-Katanga, Equateur, Kongo Central, Tanganyika, Lualaba, Maniema, Lomami et le Kasai-Oriental.

B. Personnes déplacées internes

9. Le déplacement forcé dû aux conflits violents résiduels du fait des groupes armés terroristes comme l'ADF et autres milices, continue, et on compte aujourd'hui en RDC, particulièrement dans les deux provinces du Kivu, du Tanganyika, les 5 provinces du Kasai, un total de près de 2 millions de personnes déplacées.
10. La tragédie de beaucoup de ces déplacés, ce qu'ils ont été victimes du syndrome du revolving door, ayant été forcés à plusieurs reprises de reprendre le chemin du déplacement suite aux conflits à répétitions suivies d'accalmies éphémères.

III. Initiatives du Gouvernement de la RDC et bonnes pratiques en faveur des réfugiés, personnes déplacées et miliciens bénéficiaires du DDR.

A. Désarmement, Démobilisation et Réinsertion des ex-miliciens

11. Dans le contexte spécifique de la RDC, et compte tenu de l'histoire des conflits et la multiplicité des milices armées, dont fort heureusement un nombre de plus en plus important acceptent le désarmement, les programmes DDR sont d'une importance capitale.
12. Le gouvernement met en œuvre ces programmes avec l'aide des partenaires, cependant les financements sont malheureusement insuffisants et l'incapacité de ces activités à satisfaire aux besoins urgents de réinsertion des démobilisés peuvent entraîner leurs frustrations avec risque de fragiliser le processus de paix.

B. Les déplacés et réfugiés

13. Quant aux activités en faveur des déplacés internes et réfugiés, il convient d'épingler les bonnes pratiques suivantes qui participent à la promotion de la culture de la paix et de la coexistence pacifique.

- L'inclusion des besoins socio- économiques de base des communautés congolaises d'accueil dans les programmes en faveur des réfugiés, des déplacés internes, rapatriés et milices démobilisées, contribue à faciliter la coexistence pacifique et la culture de la paix.
- L'octroi par le gouvernement de terres agricoles et d'élevage où cohabitent et travaillent ensemble réfugiés, personnes déplacées, et communautés d'accueil pour un bien-être et prospérité commune.
- Des Comités mixtes composés de communautés locales, réfugiés, IDP sont mis en place pour assurer un juste arbitrage des conflits.
- En coopération avec le HCR des programmes sportifs et d'éducation inclusifs créent l'harmonie entre jeunes nationaux, réfugiés et personnes déplacées ainsi que les familles.

IV. Défis, leçons et perspectives

14. Dans le contexte de la RDC et la région, les défis sont considérables compte tenu de la complexité des conflits, leurs implications internes et externes aggravées par **l'exploitation des minerais du sang**, et par la durée très longue de ce climat d'insécurité récurrente depuis près de 25 ans. Quant aux leçons et perspectives elles seront épinglées dans ce document sans ambition d'être exhaustif.

Défis

- L'exploitation illégale par plusieurs acteurs armés, **des minerais du sang** constitue un enjeu et défi majeur.
- L'impérative nécessité de gérer **efficacement** le programme de désarmement, démobilisation et réinsertion des milices armées, son financement adéquat sont un autre défi majeur pour consolider la paix(DDR).
- La concrétisation **des dividendes de paix** en termes de développement économique des provinces et communautés sortant de conflit, en somme l'effectivité de la reconstruction post-conflit.

Leçons et perspectives

- Le réexamen du mode opératoire de la MONUSCO et son partenariat avec les Forces Armées Congolaises, pour faire face aux forces de guérillas ADF et autres milices afin de METTRE FIN A LA TRAGEDIE DE l'Est de la RDC.
- Examen sans complaisance des racines causales et responsabilités internes et externes de ces tragédies non pour BLAMER mais

construire sur des bases solides les nécessaires réconciliations en toute connaissance des causes.

- Veiller à restaurer la CONFIANCE entre tous les acteurs principaux internes et externes afin que les MENACES contre la PAIX et les INTERÊTS SOUVERAINS DE TOUS ET CHACUN SOIENT JUGULEES.
- Appliquer effectivement tous les engagements pris au terme de nombreux accords internes et internationaux pour la restauration de la paix en RDC et dans la région.

Conclusions

Il faut saluer les initiatives novatrices prises par le Président de la République Démocratique du Congo, **Son Excellence Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo** tant au plan intérieur qu'extérieur pour promouvoir la culture et L'EFFECTIVITE de la paix et la réconciliation en RDC et dans la Région des Grands Lacs :

Au plan interne

- Libération de tous les prisonniers politiques.
- Retour de tous les exilés politiques emblématiques.
- Ouverture de l'espace politique et médiatique, et libre exercice de leurs activités par l'opposition.
- Fermeture des cachots et autres lieux de détentions extrajudiciaires.
- Constitution d'un gouvernement de coalition représentatif de toutes les provinces.
- Dialogue permanent et pacifique avec le Président sortant et son groupe politique pour assurer la cohésion nationale et la paix.

Au plan externe

- Dialogue et concertation permanentes avec les Chefs d'Etats de la région des Grands Lacs, pour restaurer la CONFIANCE et lever toutes les suspicions.
- Les mêmes initiatives sont prises avec les leaders de tous les pays voisins.
- Dialogue et coopération constructive avec le Secrétaire général des Nations Unies afin de réajuster et rendre plus robuste les opérations conjointes MONUSCO/RDC pour éradiquer définitivement les forces négatives.
- Donner un rôle positif à la RDC dans la résolution des tensions/conflits dans la région.

Leaving no one behind: promoting the integration of refugees, returnees, displaced person and migrants in Africa



Mr. Ahmed Skim, Director of Migration Affairs of the Ministry of Foreign Affairs and International Cooperation, in charge of Moroccans Residing Abroad and Migration Affairs

BIOGRAPHY

EN

Engineer from the National Polytechnic Institute of Grenoble, France (1993) - Master of Business Administration (MBA) of the Ecole Nationale des Ponts et Chaussées, Paris (2007) - Head of the Organization and Methods Division at the Directorate General of Hydraulics, Secretariat of State in charge of Water (March 2005-Dec. 2008) - Head of the Pilot Projects & Environmental Impact Studies Division, Secretariat of State in charge of Water and Environment (Dec. 2008-March 2011) - Director of the Preservation of Heritage, Innovation and Promotion at the Ministry of Crafts (March 2011-Feb. 2014) – In Charge of Mission to the Head of Government at the Ministry in charge of Moroccans Living Abroad and Migration Affairs (Feb. 2014-Jan. 2015) - Director of Migration Affairs at the Ministry Delegated to the Minister of Foreign Affairs and International Cooperation in charge of Moroccans Living Abroad and Migration Affairs (since January 2015). He led the development of the National Strategy of Immigration and Asylum and coordinates its implementation.

FR

Ingénieur de l'Institut Polytechnique National de Grenoble (1993) - MBA de l'Ecole Nationale des Ponts et Chaussées, Paris (2007) - Chef de la Division Organisation et Méthodes à la Direction Générale de l'Hydraulique, Secrétariat d'Etat chargé de l'Eau (mars 2005-décembre 2008) - Chef de la Division Projets pilotes et études d'impact environnemental, Secrétariat d'Etat chargé de l'Eau et Environnement (déc. 2008-mars 2011) - Directeur de la préservation du patrimoine, de l'innovation et de la promotion au ministère de l'Artisanat (mars 2011-févr. 2014) - Chargé de mission auprès du chef du gouvernement au ministère chargé des Marocains vivant à l'étranger et des affaires migratoires (février 2014-janvier 2015) - Directeur des affaires migratoires au ministère délégué auprès du ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale en charge des Marocains vivant à l'étranger et

de la migration (depuis janvier 2015) Il a dirigé l'élaboration de la Stratégie nationale sur l'immigration et l'asile et coordonne sa mise en œuvre.

PAPER

La nouvelle Politique Nationale d'Immigration et d'Asile

M. AHMED SKIM, a partagé l'expérience du Royaume du Maroc en matière de gouvernance migratoire où la migration est devenue un levier de développement et un vecteur de solidarité.

Depuis 2012, le gouvernement marocain a consacré des ressources considérables à l'élaboration et à la mise en œuvre d'une stratégie nationale globale, assortie d'un ensemble multidimensionnel et intersectoriel de politiques publiques visant à répondre aux besoins des migrants, réfugiés et demandeurs d'asile dans le pays. Cette politique globale a conduit à la nomination du Maroc comme Champion de l'Union africaine sur les migrations et a accordé à Sa Majesté le Roi Mohammed VI le titre de " Leader de l'Union africaine sur la question des migrations ".

Adoptée en septembre 2013, la Politique Nationale d'Immigration et d'Asile du Maroc (PNIA) est une initiative du Roi, suite à la publication d'un rapport du Conseil National des Droits de l'Homme sur la situation préoccupante des migrants sur le territoire Marocain.

Fondé sur la promotion des droits de l'homme, le PNIA englobe la vision et la stratégie suivante :

- Cohérence avec les politiques sectorielles du pays visant à faciliter l'intégration des migrants dans le pays ;
- Mettre en œuvre le cadre réglementaire et conventionnel régissant la situation des migrants et des demandeurs d'asile, conformément aux tendances et politiques mondiales ;
- De nature humaniste et fondée sur les principes de solidarité et de responsabilité pour garantir les droits humains des migrants au Maroc.

Le programme opérationnel du PNIA est centré sur ces piliers et mis en œuvre en cohérence avec les politiques sectorielles visant à intégrer les migrants et les demandeurs d'asile. A cet égard, des services sont fournis dans les domaines de l'éducation, de la culture, de la jeunesse et des sports, de la santé et des services médicaux, de l'assistance sociale et humanitaire, de la formation professionnelle et de l'emploi.

Pour l'exécution du PNIA, une structure gouvernementale à trois niveaux a été établie :

- La Commission interministérielle : présidée par les ministres concernés et leur personnel responsable des questions relatives aux migrations.
- Le Comité directeur : composé de ministres concernés par la fourniture de services d'appui à la migration.
- Les comités programmatiques ou sectoriels : Responsable de l'intégration de la stratégie nationale dans les politiques sectorielles respectives.

Des progrès considérables ont été réalisés depuis l'adoption du PNIA. L'intégration globale implique l'ouverture des services de base à tous les migrants, réfugiés et demandeurs d'asile. Dans les domaines de l'éducation et de la culture, les écoles au Maroc, publiques ou privées, sont depuis lors ouvertes aux enfants migrants comme à tout autre enfant marocain. Les jeunes migrants ont également le même accès aux établissements culturels et sportifs. Les centres de formation professionnelle et professionnelle, ainsi que les associations traditionnelles d'artisanat, sont également ouverts aux migrants et aux demandeurs d'asile, complétés par une facilitation appropriée pour les visas de travail. En ce qui concerne la santé et les services médicaux, le Ministère marocain de la santé garantit l'accès des migrants aux dispensaires et aux hôpitaux et en ce qui concerne le logement, la loi a été modifiée pour permettre aux migrants de bénéficier des mêmes conditions que leurs concitoyens.

En plus de permettre l'accès aux services de base, des efforts importants ont été faits pour normaliser le statut des personnes en situation irrégulière dans le pays. En vue de la mise en œuvre du Statut des réfugiés, le Ministère des affaires étrangères a créé un Bureau des réfugiés. En 2017, environ 50000 migrants ont vu leur situation administrative irrégulière régularisée.

Le succès de cette politique a été possible grâce à la mise en place de cadres institutionnels, budgétaires et administratifs adéquats, pierre angulaire de l'adoption effective de cette politique publique inclusive et responsable à l'égard des migrants et des demandeurs d'asile.



H.E. Rebecca Otengo, Permanent Representative for the Embassy of the republic of Uganda to Ethiopia, Djibouti, Permanent Mission to the African Union, UNECA and IGAD

BIOGRAPHY

EN

Ambassador Rebecca Otengo, a Ugandan Diplomat in Addis Ababa; Permanent representative to the African Union, UNECA & IGAD; chairs the PRC Subcommittee on Refugees, Returnees and IDPs. For over two decades, she has handled Refugee, Returnee and IDP issues, at both Local and Central Government Level as Minister in the Office of the Prime Minister.

FR

L'Ambassadrice Rebecca Otengo, diplomate ougandaise à Addis-Abeba, représentante permanente auprès de l'Union africaine, de la CEA et de l'IGAD, préside le sous-comité de la RPC sur les réfugiés, les rapatriés et les personnes déplacées. Depuis plus de deux décennies, elle s'occupe des questions relatives aux réfugiés, aux rapatriés et aux personnes déplacées, tant au niveau du gouvernement local qu'au niveau central, en tant que ministre au Cabinet du Premier ministre.

PAPER

Uganda's Progressive Government Policy in the Management of Refugees

Introduction: Uganda is also the second largest refugee hosting country in the world, hosting over 1,313,802 refugees as of July, 2019. In the 1940s, Uganda hosted 8,000 Polish refugees, mostly children, orphans and women at Nyabyeya in Masindi district and at Kojja in Mukono District. In 1948 most of these refugees were resettled in Britain, Australia and Canada. Those who remained took up employment in Uganda and in the other former British Colonies of Eastern and

Central Africa. It's important to note that those refugees who could not easily be absorbed in Europe because they were very old and infirm or those with criminal records, remained at the Kojja Camp until 1952 when the camp was finally closed down and its assets finally disposed of. Tens of thousands of refugees from Rwanda fled to Uganda in the early sixties as a result of inter-ethnic warfare in Rwanda caused. Many of these refugees lived in refugee settlements at Nakivale, Oruchinga, and the Fort Portal area; some gradually integrated into Ugandan society, giving rise to a Ugandan tribe known as Banyarwanda which is recognized by the Uganda Constitution. An estimate of 6,000 refugees from the Democratic Republic of Congo (DRC) fled to Uganda towards the end of 1998. Uganda currently hosts a multi-national group of refugees who include: South Sudanese, Ethiopians, Rwandese, Congolese, Eritrean, Kenyans, Pakistanis and Somalis among others.

2.0 Uganda's Current Refugee Statistics as of July 2019: 3.0 Uganda's Refugee Legal Framework:

- Uganda is a signatory to the 1951 Refugee Convention and its 1967 protocol, and is committed to protect persons fleeing from individual persecution.
- Uganda is a signatory to the 1969 OAU Convention by which refugees fleeing from conflict can be granted refugee status en masse.
- Commitments to international obligations as well as respect for human rights treaties are reaffirmed by the Bill of Rights Uganda's 1995 Constitution.
- Refugee Management is a Central Government function under the Constitution of Uganda: the Sixth Schedule, Article 189, (5).
- The Refugee Act 2006 and its Regulations of 2010 is the governing Legal Framework for refugee management in Uganda.

4.0 Uganda's Refugee Model: The Ugandan model is viewed as the most generous in the world, it includes the following:

☐ Uganda's borders are open to all refugees.

- Refugee management and protection is integrated into the National Development Plan (NDP), refugees are planned for both at the Central Level as well as local Government level under the decentralization system.
- As a result of Uganda's inclusive refugee policy, refugees are empowered to become economically self-reliant while granting them many of the same privileges that nationals enjoy.
- Refugees have access to public services e.g. education, health, and access to travel, identity and other documents. This is in line with the Sustainable Development Goals (SDGs) numbers 4 and 5 respectively that call for universal access to quality education and good health and well-being for all.
- Each refugee family is granted land on which to settle and cultivate. This is also in line with the SDG number 2 that calls for zero hunger.
- The Refugees are granted the freedom of movement.

- Refugees further enjoy the right to seek employment and establish businesses. This is in line with SDG number 1 that calls for an end to poverty in all forms; it is also in line with a key transformation outcome of agenda 2063 relating to improvements to living standards by improving real per capita incomes.
- Through the Settlement Transformation Agenda (STA), humanitarian and infrastructural development services are integrated. This is also in line with the SDG number 9 which calls for resilient infrastructure.

5.0 Good Practices in Refugee Management:

- The Uganda refugee response is integrated into the NDP hence inclusion of refugee population into the central and local governments' resource plan.
- At the Central Level, the refugee response in Uganda ensures proper management and firm political high level involvement in coordinating all actors and development partners (internal and foreign) towards serving refugees alongside the hosts/nationals, while also ensuring that Uganda's internal aspirations and interests are considered.
- There was enactment of the **Refugee Act 2006; Refugee Regulations 2010**, and the 1951 convention as a legal framework relating to the status of refugees and other international laws, to ensure justice and protection for the displaced persons.
- Uganda developed the Settlement Transformation Agenda (STA) in order to holistically integrate humanitarian responses with development interventions, taking into account the protracted nature of displacement and its impact towards the host communities,
- Uganda annually invests about USD342Million in form of existing service infrastructure (health facilities, schools, roads etc), land, environment and other resources.
- Uganda put in place a Refugee Policy, which drives towards humanity where the refugees co-exist with nationals peacefully enjoying similar rights, service institutions and access to justice.
- Uganda amalgamates efforts of the different development actors such as UN Agencies and other international partners working together with local and central governments in serving refugees and community development.
- Uganda hosted the "Uganda Solidarity Summit on Refugees, between 22nd -23rd June 2017. Over **\$516,000,000 was pledged** as a show of international solidarity towards Uganda's development through refugee response. The summit was

organized to mobilize international support. **As of 7th August 2019, only \$540,000 had been realized.**

- Uganda documents and provides identification and travel documents to refugees as an act that safeguards minority individual rights, their access to justice and social services. The refugees are allowed to contribute towards Uganda's labor force, as employees and some have opened up businesses that are employing Ugandans.

6.0 Challenges in hosting refugees

- Uganda invests an estimated \$342,000,000 annually in the protection, management & social integration of refugees. Due to the continuous instability in some countries, the trend of refugees seems not to end soon, which puts Uganda's economy at risk.
- There is increasing unemployment in the host regions as refugees compete with nationals for employment opportunities.
- When you look at the refugee trends, there's a steady increase in the number of refugees; 430,000 refugees in 2015, 1,000,000 refugees in 2016, 1,300,000 refugees in 2017 and currently 1,313,802 refugees by July 2019. This continues to put a strain on social services and access to land as a result of the increasing population.
- Security threats from the refugees mostly from those with a militant background as well as a history of violence are faced in refugee hosting communities sometimes.
- There is severe underfunding of humanitarian and development response refugee programs in Uganda. For example in the 2017 South Sudan response plan was only 17% funded, thus, compromising the capacity to provide vital life saving assistance.
- Despite the fact that refugee management and protection is integrated into the NDP, there are inadequate resources to enable the central and local governments to plan and provide for refugees accordingly.
- Further, there is an issue of environmental degradation, as refugees cut down forests to get firewood and timber for cooking, thus affecting the climatic conditions of the host regions and the country at large.
- There is an ongoing threat for the spread of communicable diseases, immunizable diseases and epidemics like Ebola.

7.0 Way Forward

- There is need for concerted effort to support refugee hosting countries like Uganda that are having very large numbers of refugees.

- Furthermore, there is need for development partners to actively support the aspect of refugee security and protection while they are in the Hosting Countries especially where the refugees are of a militant background.
 - It is crucial for development partners to strengthen support for infrastructure development in host countries with special emphasis on improving schools, health facilities and road infrastructure among others.
-

Ms. Santa Ernesto, National Director for Family Policy of the Ministry of Social Action, Family and Gender Promotion, Angola

PAPER



REPÚBLICA DE ANGOLA
MINISTÉRIO DA ACÇÃO SOCIAL, FAMÍLIA E PROMOÇÃO DA MULHER
DIRECÇÃO NACIONAL PARA POLÍTICAS FAMILIARES

RESUMO INTRODUTÓRIO

TEMA: Refugiados, Retornados e Deslocados Internos

I – Introdução

O tema aborda de forma introdutória a legislação em vigor no país concretamente a **Lei n.º 10/15, de 17 de Junho** - sobre o Direito de Asilo e o Estatuto do Refugiado como garante do direito de asilo na República de Angola, a todo o cidadão estrangeiro ou apátrida em caso de perseguição por motivos políticos (grave ameaça ou de perseguição em consequência da sua actividade em favor da democracia, da independência nacional, da paz entre os povos, da liberdade e dos

direitos da pessoa humana, de acordo com as leis em vigor e os **instrumentos internacionais**.

Faz um alinhamento com os instrumentos internacionais tais como a “Convenção de Genebra 28/6/51”, “Protocolo de Nova York 31/1/67”, “Convenção da Organização da União Africana 10/9/69” realçando como boa prática o facto do nosso país manter as fronteiras abertas aos refugiados da República Democrática do Congo e a desenvolver políticas em prol da protecção e assistência aos refugiados em Angola

II - MEDIDAS DE PROTECÇÃO E ASSISTÊNCIA AOS REFUGIADOS

No que tange as boas práticas refere-se igualmente a Criação de Centros de Acolhimento Provisórios e a Criação do Centro de Reassentamento de refugiados no Município do Lóvua (87km da cidade do Dundo) concebido para receber 30.000 refugiados com possibilidades de expansão até 50.000 e medidas que vão desde a protecção a criança, acesso a educação, água, Inclusão produtiva com a Distribuição Insumos e Inputs Agrícolas, prestação de apoio alimentar, energia, água e saneamento, melhoria habitacional, segurança entre outros aspectos.

Em suma a abordagem incide na perspectiva da assistência aos refugiados da República Democrática do Congo, na Província da Lunda Norte (Governo de Angola, ACNUR e Agências parceiras).

Global Africa: exploring the African presence in the world



Mr. Augustin Holl, President of the International Scientific Committee for the new volumes of the General History of Africa

BIOGRAPHY

EN

Augustin F.C. Holl (PhD 1983, Sorbonne, Habilitation Doctorate 1994, Paris X-Nanterre).

He is Distinguished University Professor and Director of Africa Research Center at Xiamen University in the Fujian Province, P. R. China and Chairman of the International Scientific Committee for UNESCO General History of Africa Volume IX-XII.

FR

Augustin F.C. Holl (PhD 1983, Sorbonne, Habilitation Doctorat 1994, Paris X-Nanterre). Il est professeur émérite d'université et Directeur du Centre de recherche sur l'Afrique à l'Université de Xiamen, dans la province fidjienne de la République populaire de Chine, et Président du Comité scientifique international pour L'Histoire Générale de l'Afrique, Volume IX-XII.

PAPER

Global Africa: Genesis and contemporary Challenges

Augustin F. C. Holl
Xiamen University
Xiamen, Fujian
P. R. China

The concept of Global Africa launched by Howard University History historian in a collection of essays removes the fences between communities of Africans from the continent of those of people of African descent all over the world. These geographically distinct collectivities of peoples were connected by constant flows of information, with of course highs and lows. It became obvious that it was extremely difficult to understand peoples of African descent in any part of the world without referring to Africa and equally that it was impossible to make sense of the contemporary fate of Africa without references to its multiple diaspora waves.

Thanks to the revolutionary discoveries of paleoanthropology, the genesis of Global Africa takes us back to few million years ago in Africa. In the present state of research, the continent is the cradle of humanity. A first expansion [Out of Africa I] took place between 2.5 and 1.8 million year ago. These early settlers [*Homo habilis/erectus*] reached the Far-East in China, southern Asia in Indonesia, and

south-central Europe in Georgia. Regional diversification played its role. Early attempts at settlement failed in some regions like Europe, but succeeded in others.

A second expansion [Out of Africa II] took place after the emergence of *Homo sapiens sapiens* in Africa some 300,000 years ago. The later spread over territories already inhabited by Neandertals, Denisovians, and other still unknown hominids variants, with early introgression taking place. Theoretically, the wave of expansion that resulted in the peopling of the whole earth can be considered the first diaspora.

Africans were present in different parts of the Roman world, in Europe as well West Asia. But the greatest and traumatic uprooting of Africans took place through two distinct but overlapping enslavement systems: the Eastern and the Western one. They transferred millions of Africans in Asia and the Americas. The concept of Global Africa as relied upon by the authors in the new volumes IX, X, and XI of the UNESCO General History of Africa take into account this *longue-duree* perspective to understand and explain the place of Africans and people of African descent in the contemporary stage.

Introduction

Present-day Africans and people of African descents worldwide, their geographic locations as well as their cultural experiences are the results of long-term historical processes. Contemporary paleoanthropological research shows Africa to have been the cradle of humanity, not once but twice. However, the awareness that helped crafting the concept of “Global Africa” is generally rooted in the last few millennia of world history through voluntary and/or forced diasporas. Africans were already present in different parts of the Greek-Roman worlds. It is however in the middle of the first millennium CE (Common Era), with the phenomenal expansion of Islam that forced displacement of large numbers of Africans entered the historical scene. The Indian Ocean sphere of interaction linking Africa to South Asia also played an important role in transferring free and enslaved Africans to different Asian countries. The Zanj rebellion in Abbassid Iraq toward the end of the first millennium CE attests to the social and economic impacts of the enslaved Africans trade. The circum-navigation of Africa by the Portuguese fleet of Vasco da Gama at the end of the 15th century, added an additional enslavement system directed initially at the Canary Islands and Europe and later to the Americas. These two overlapping enslavement systems operated for centuries and generated most of the present geographic distribution of peoples of Africa descent. Europe conquest of Africa, the experience of Colonialism, and the struggle for independence brought into sharp focus the fate of Black people. It was aptly captured in Fannonian terms as the “wretched of the earth” complemented by the farcical “Black skin, White mask”. African cultures were deemed primitive. They did not yet enter history and were as such locked in prehistory. Through different strategies, Africans and peoples of African descent decided to assert their human dignity and fight for their freedom.

Global Africa (Harris 1993, Hodgson and Byfield 2017) is the theoretical construct derived from the contemporary lessons learned from these tragic events. It is a call for positive action and human rights. It features the cultural resilience and creativity of those colonized, dispossessed and exploited on the one hand, and on the other hand.

those up-rooted and scattered, their connections to Africa, and their combined impacts on the world and Africa's future

I – Resistance and Resilience

Africans, from the continent and enslaved in India, Arabia, Arab emirates, Turkey, Iran, islands of the Indian Ocean, the Caribbean and the Americas, devised different strategies to resist enslavers and enslavement. In hinterland Africa, communities either scattered in small collectivities in mountainous and difficult to access areas or built larger fortified settlements. In different parts of the Caribbean and Americas, escapees formed multiple Maroon communities. The chronicle of enslaved rebellions is relatively well known, starting with the Zanj rebellion in the marshlands of southern Iraq toward the end of the first millennium CE. Enslaved Africans from different linguistic background created new communities, crafting new cultures anchored on their Africaness. They accordingly contributed to the enrichment of humans' world cultures. The abolition of slavery and emancipation open space for self-organization in extremely difficult contexts. W.E.B. Dubois and Marcus Garvey took divergent strategies to peoples of African descent liberation and future. The former, a scholar, argued for the strong insertion of Africans in the American societies. The later, a political activist, advocated the return to Africa and created a shipping company to implement his projects. The intellectual resistance was always present. It took two complementary forms at the end of the 19th - beginning of the 20th century: Pan-Africanism in the English speaking world and the Negritude movement in the French Speaking one.

2 - The New General History of Africa

The GHA Volume IX-XI project is the latest phase of this grand scale intellectual and scientific undertaking. It was launched in 2013 at Addis-Ababa. The impetus came from Brazil. In 2003, the Brazilian parliament passed the law 10.639/03, making mandatory the teaching of African and Afro-Brazilian history at all levels of public education. The government offered funding for an additional volume in the GHA series, a volume that was slated to feature the history of African diasporas world-wide. The new project, anchored on the key concept of "global Africa", encourages literary and artistic approaches to better understand certain aspects of African experiences and people of African descent. It advocates the use of concepts or notions in African languages that allow to "think in African", realizes comparative studies in relation to South America and Asia, and offers a balanced and positive

history of Africa and its diasporas. The scope of the project was expanded significantly at Sao Salvador de Bahia (Brazil) in October 2013 during the first meeting of the International Scientific Committee for Volume IX. The planned work was made of three tomes – Volume IX, Tome 1, 2, and 3 - that were later changed into GHA Volume IX, X, and XI at Xiamen (Fujian, China) meeting in December 2017.

In fact, Volumes IX –XI bring together and subsume through the lenses of Africans and people of African descent world-history three previously parallel UNESCO general history projects: the *General History of the Caribbean* (6 volumes), *General History of Latin America* (9 volumes), and *General History of Africa* (8 volumes). The contributors were asked to think about writing history differently and invent another way of making history. They were particularly encouraged to take into account the literary and artistic productions concerning historic African and people of African descent experiences worldwide as essential materials in the writing of the endogenous history of Africans and Afro-descendants. The contexts and their specific implementation of the concept of race would be central to understanding how Africans and people of African descent refer to themselves. It would also involve critical observation of the dynamics of the relationship between Africa and its diasporas, African “globality”, movements back and forth and the ways in which Africa could connect to the rest of the world.

The last few decades are characterized by sustained trends toward identity crispation and xenophobia (Fukuyama 1989, 1992, Huntington 1993, 1996). Civil unrests and economic difficulties have triggered population movements in search for better lives in different parts of Eurasia, the Americas, and the southern seas, in Australia and New Zealand. In varying degrees, Africans and people of African descent faced with structural racism, are fighting for economic self-determination and political and civil rights worldwide. Despite significant improvements, the legacy of centuries of enslavement and systemic oppression is still present and palpable. That multi-century out-sourcing of African creative forces has resulted in the formation of African diasporas, initially in Asia and the Indian Ocean, then in the Americas and the Caribbean, and more recently in Europe and Australia. Cultures and memories were not erased by the Middle passage, the crossing of the Sahara, or the shipment in Indian Ocean dhows. The deported and transported Africans crafted new cultures in their multiple and diverse destinations, through accommodation, resistance, struggle for freedom and revolution.

On the African side of the equation, all nations of the continent, with the exception of Ethiopia, experienced European conquest, colonial domination, struggle for liberation and independence. The Haiti revolution (1791-1803) was a foundational moment in the history of Africans and people of African-descent worldwide. The French colony of Saint Domingue was renamed Haiti Republic – after the name of the indigenous people – after a long and protracted revolution led by previously enslaved leaders. In 1804, Haiti was the second independent state

in the Western hemisphere after the United States of America that achieve independence in 1783. The relationship between these two states were and still are ambiguous. The United States of America was led predominantly by a class of slaves' owners while the Haiti Republic was ruled by former enslaved who fought for the liberation of their country. The USA recognized Haiti as a sovereign state in 1865, 62 years after its successful revolution.

Haiti Revolution provided the context for a political and intellectual renaissance. In 1885 Antenor Firmin wrote an informed and passionate rebuttal to De Gobineau (1853) "*Essai sur l'inegalite des races humaines*" in his "*De l'egalite des races*". From 1875 to 1898 as politician, he advocated the creation of a Caribbean Confederation that would have resulted in the unification of Haiti, Jamaica, Puerto-Rico, Cuba and the Dominican Republic. At the end of the 19th century, Henry Sylvester Williams (Trinidad), Benito Sylvain (Haiti) and Antenor Firmin (Haiti) launched the concept of Pan-Africanism to free Africa from colonial domination. The political and cultural seeds of Global Africa were sown at that end of the 19th century. They grew. Pressured the colonial powers. And supported the struggle for freedom and independence of Africa as a whole. The Organization of African Unity (OAU) launched at Addis-Ababa on May 25, 1963 was partly the materialization of one of the Pan-Africanism goals. The OUA was disbanded and replaced in July 2002 by the African Union. The latter initiated the creation of a "Sixth Region" for all people of African-descent worldwide. Despite strong opposition from established forces, the idea of solidarity in the diverse Black world is expanding as illustrated for example by the recent inauguration of the Museum of Black Civilizations in December 2018 at Dakar (Senegal). It is anchored on the very fact of shared histories that propel to connected futures. GHA Volumes IX – XI outline the multiple and intricate paths of these shared histories and provide a road-map for the future of Africans and Afro-descendants worldwide.

3 - Global Africa: An epistemic shift

This project implies writing an accurate and confident history of Africans and people of African descent on a global scale. That is what is subsumed under the concept of Global Africa. In other words, taking into account the many dimensions of Africaness worldwide, from the initial expansion of humans to the successive diasporas over time, right up to the present (Harris 1993, Hodgson and Byfield 2017). The concept allows to overcome the customary dichotomies and divisions: within Africa, formulated as North and Sub-Saharan Africa on the one hand; and between Africa and the diasporas on the other hand. It enables a balanced understanding of the African diasporas in their diversity and in the long term. It equally allows to reassess approaches to the period of enslavement, to study the relationship between pan-Africanism and the diasporas, and the enhancement of pan-Africanist thinking nurtured by contributions from different diasporic

experiences. In other words, it allows to actively and transversally address the different issues linking Africa and its diasporas.

The decolonization of the concepts, paradigms and categorizations used in social sciences and humanities, particularly in history, is regarded as an epistemic necessity for the scientific and intellectual communities of former colonies and beyond (Mudimbe 1988, Said 1979). It is as such another component of the cultural and political emancipation of peoples who, not without difficulty, have thrown off the yoke of European colonization (Mignolo 2011). Thanks to post- and decolonial studies, researchers in South America, Asia and Africa now select topics on the structural, protean remnants of colonial relations in the post-colonial era – a sort of “coloniality”- that perpetuates age-old images and epistemological racism, disparaging non-Western cultural output. This inextinguishably burning issue somewhat informs the endogenous African approach taken in writing the GHA. The approach to the decolonization of knowledge on Africa, providing an opportunity to write an innovative history from within and with a different outlook on the world, makes a crucial contribution to what the poet and thinker Aimé Césaire called the “meeting place for giving and taking”, a rearranged universal, a “pluriversal”, illustrating the great variety of human nature.

Conclusion

The current project, initially known as GHA -Volume IX, is different from all the previous ones. It is made of three volumes – IX, X and XI -, each with an editorial team consisting of sections coordinators, co-editors and editor, with three main goals: 1) to update of the General History of Africa and theories on human origins and earliest human civilizations; 2) to explore and flesh out the formation process of “Global Africa” and its consolidation in the rest of the world through its diasporas; and 3) to look at the opportunities and new challenges of “Global Africa” in the contemporary world.

Selected References

- Fukuyama, F. 1989 The End of History. *The National Interest* 16 (Summer): 3-18
- Fukuyama, F. 1992 *The End of History and the Last Man*. New York; Free Press.
<https://www.marxists.org/reference/subject/philosophy/works/us/fukuyama.htm>
- Harris, J. E. ed. 1993 *Global dimensions of the African Diaspora*. Washington D.C.; Howard University Press
- Hodgson, D. and J. Byfield eds. 2017 *Global Africa: Into the Twenty-first century*. Berkeley; University of California Press.
- Huntington, S. P. 1993 Clash of Civilizations. *Foreign Affairs*. September 1993
- Huntington, S. P. 1996 *The Clash of Civilizations and the Remaking of World Order*. New York; Barnes and Noble.

Mignolo, W. 2011 *The Darker Side of Western Modernity: Global Futures, Decolonial Options*. Durham; Duke University Press.

Mudimbe, V. Y. 1988 *The Invention of Africa: Gnosis, Philosophy, and the Order of Knowledge*.

Bloomington; Indiana University Press.

Said, E. W. 1979 *Orientalism*. New York; Vintage Books.

Mr. José Chala Cruz, Executive Secretary for
Afro-Ecuadorian Development Cooperation (CODAE),
Ecuador

BIOGRAPHY

EN

JOSÉ CHALÁ CRUZ is a member of the National Assembly of the Republic of Ecuador. He holds a Ph.D in Latin American Cultural Studies from the Andean University Simón Bolívar of Ecuador. Masters in Anthropology and Culture, and has a Degree in Applied Anthropology and in Educational Sciences. Recognized international scholar and lecturer on afro descendent culture. Numerous publications on the issues of cultural anthropology, afro descendent and in particular on afro-Ecuadorians. Committed to the social and political causes of the peoples and nationalities, in particular that of the Afro-Ecuadorian people.

FR

JOSÉ CHALÁ CRUZ est membre de l'Assemblée nationale de la République de l'Équateur. Il est titulaire d'un doctorat en études culturelles latino-américaines de l'Université andine Simón Bolívar d'Équateur et d'une Maîtrise en anthropologie et culture, avec un diplôme en anthropologie appliquée et en sciences de l'éducation. Il est chercheur et conférencier international reconnu dans le domaine de la culture afrodescendante. Il a réalisé de nombreuses publications sur les questions d'anthropologie culturelle, d'ascendance africaine et en particulier sur les Afro-Équatoriens. Il est engagé en faveur des causes sociales et politiques des peuples et des nationalités, en particulier celle du peuple afro-équatorien.

PAPER

Aportes y contribuciones de/desde los afrodescendientes a la humanidad

La historia de África, como la de toda la humanidad, es, en efecto, la historia de una concientización. La historia de África hay que reescribirla porque hasta ahora ha sido frecuentemente enmascarada, camuflada, desfigurada y mutilada. Por la 'fuerza de las cosas', es decir, por la ignorancia y el interés. Joseph Ki-Zerbo⁴

Me resulta muy ambicioso poder plantear una exposición incluso para poder mapear lo que es la presencia africana en el mundo, es por esta razón que he intentado reducir la pretensión de este tema y hablar de las distintas contribuciones de África a las Américas, y más específicamente a la América afroandina.

No se trata sólo de mostrar las contribuciones de los afrodescendientes sino de incluir en la historia oficial universal una visión coherente de la interrelación de América y África vía Europa que, necesariamente, significó cambios profundos para los tres continentes.

La historia y la interpretación cultural de América han estado dominadas por la visión eurocéntrica -cuya secuela todavía padecemos- en la que el africano y sus ascendentes desde la posición de los esclavistas sólo representa un número en la demografía, una cifra en la fuerza de trabajo y otra más en la cuenta de la plusvalía; así la presencia africana ha sido reducida a un dato demográfico o económico, derivado de la óptica que dejaron. Esto ha sido lo que ha imposibilitado ver los aportes a nuestros pueblos a la humanidad.

A pesar de ello, quisiera mencionar que ahora que ya se ha comprobado de manera científica que el origen de la humanidad fue en África, podríamos decir que éste ha sido el aporte mas significativo a la humanidad, y de paso también decir que ésta es la presencia irrefutable de la presencia africana en el mundo.

El género humano (*Homo habilis*) se originó hace tres millones de años en el continente africano, presumiblemente en su parte central y oriental, donde se desarrolló, a partir de un ramo específico de homínidos, y prosperó durante centenas de millares de años, diversificándose en varias especies y migrando para

⁴ El profesor Ki-Zerbo es uno de los pensadores de África contemporánea que más habrán influido en su época.

Asia y Europa. Se estima que el Homo sapiens sapiens partió de África hace unos 80,000 años atrás para poblar el planeta entero en oleadas sucesivas, implantándose en todos los rincones del mundo – incluyendo, evidentemente, los países de América Latina –, y sentando las bases de las primeras civilizaciones agrarias.

Los afrodescendientes han contribuido de forma excepcional al desarrollo de las sociedades y las naciones a lo largo de la historia, algo que continúan haciendo hoy en día. Sin embargo, su patrimonio y culturas han recibido un reconocimiento y una valoración limitada.

Pero también es cierto y necesario decir que las presencias y contribuciones de África y de nosotros los afrodescendientes es una historia de silencio. La historia de América Latina está plagada de muchos silencios cómplices y, más que eso, de una franca amnesia en cuanto a los aportes que desde África y la diáspora africana se viene realizando.

La presencia africana como factor histórico, de hacerse consciente, podría constituir una fuerza integradora entre los países de América Latina y el Caribe. También en los Estados Unidos, sólo para hacer una breve referencia a este caso, ha sido ampliamente reconocida la contribución africana como elemento formativo y punto de partida en la tradición cultural. Los afroamericanos recrean lo que se ha llamado, en un lenguaje especializado, el folk-life, es decir, la síntesis de rasgos africanos y europeos legitimados en América y, por lo tanto original, con una forma de lenguaje que al paso de los años, alberga formas, estilos y estructuras propias.

La trata de negros provocó la deportación y la esclavización de millones de africanos en diferentes partes del mundo. Aquellos hombres y mujeres, que fueron arrancados de sus tierras por la fuerza, utilizaron las culturas de las que eran depositarios para sobrevivir a la deshumanización inherente a la esclavitud.

A la luz de estas nuevas investigaciones, surge la primera afirmación: en su implantación en las sociedades americanas, el negro fue siempre un componente no sólo biológico, sino también cultural. Entre 1492 y 1890, la presencia africana en América fue mucho mayor que la europea y en ciertas regiones como el Caribe, mayor que la población aborigen a la cual sustituyó. En gran parte de las colonias donde los indígenas americanos fueron más numerosos, está claro que el mestizaje se consumó fundamentalmente entre indígenas y afrodescendientes. Ante esta evidencia no podemos emprender una tarea infructuosa de cuantificar los aportes culturales de unos y otros.

Ante un proceso de interculturalidad que reunió en el mismo escenario a la humanidad existente en varios mundos, debemos partir del hecho inobjetable que de este encuentro multicultural se derivaron todas las sociedades americanas.

En la actualidad, es ya una efeméride en la historia de América la participación que tuvieron los afrodescendientes en las luchas de independencia. En las filas de los ejércitos insurgentes de Bolívar hubo soldados de origen africano y castas que habían adquirido la conciencia libertaria a fuerza de resistir durante siglos a la dominación colonial luchando contra las fuerzas coloniales.

De hecho, se les reconoce un papel importante en la liberación de nuestro continente, pudiendo afirmar que fueron los cimarrones, quienes, al minar el poder colonial desde sus cimientos, marcaron la ruta de la libertad americana; el caso de Esmeraldas en Ecuador desde 1554 que bien podríamos decir que fue el primer territorio libre de América Palenque de San Basilio que también se reconoce como el primer pueblo libre de América, y claro Haití como la primera nación libre que luchó contra el imperio francés con Bonaparte a la cabeza. Todo esto confirma que la idea de la libertad en América fue herencia de los esclavos africanos.

Aunque hoy día se reconocen las influencias africanas en los ámbitos del arte (en particular la música y la danza) y la religión, el aporte de los conocimientos y competencias técnicas de África al resto del mundo sigue estando muy subestimado.

Los aportes y la presencia de África en las Américas, es seguramente una de las más visibles. En Brasil los nagó logran constituir una organización étnica que les permite establecer casas de culto para venerar a las deidades africanas y el culto a los ancestros ilustres o Egún, manteniendo con ello los lazos de unión con la tierra de sus antepasados. De esta manera se implanta públicamente la tradición africana. Las casas de culto y la religión sincrética afro-cristiana han sido hasta hoy un complejo cultural en el que la liturgia incluye la danza y el canto ancestrales. La tradición religiosa es la institución guardiana de la africanidad latinoamericana.

En otros países: Colombia, Venezuela y Perú, la diáspora africana ha aportado con su huella profunda en los sistemas religiosos, la mitología y las prácticas mágico-curativas. Muchas de las formas de ritualización del ciclo vital rebasan el plan litúrgico para convertirse en un código de normas y formas de vida. Es de notar que las poblaciones caribeñas reconocen en el pasado colonial su origen común por la presencia africana, e incluso mantienen una tradición que se considera más conservadora que la que se encuentra en África.

El Caribe ha incorporado la influencia africana en diversos momentos que van desde el periodo colonial hasta los procesos recientes, ha intensificado los lazos de

africanía en el contacto con los movimientos de liberación de las nuevas naciones africanas (principalmente Cuba y Jamaica) reanudando los intercambios y reconociéndose como miembros de una comunidad cultural unida por los lazos ancestrales.

El terrible proceso conocido como trata esclavista, o simplemente la esclavitud colonial fue un proceso que violento y nefasto para por casi cinco siglos, teniendo hasta la actualidad resultados devastadores, pero al mismo tiempo generando un proceso de resistencia y de reconstrucción social, cultural, filosófico y de manera especial en la América afrodescendiente.

Las contribuciones de África al mundo, significó al mismo tiempo unos procesos devastadores para África, es la paradoja de la esclavitud. El trabajo de la explotación del continente africano, no sólo de su mano de obra, sino también de sus recursos naturales, desde los momentos mismos de la esclavitud contribuyó lo que para algunos estudiosos han llamado como la primera acumulación originaria del capital, es decir, que África contribuyó al desarrollo de Occidente, sin este aporte económico la modernidad y el capitalismo no hubiera sido posible.

Las razones de la trata fueron principalmente económicas, el creciente desarrollo que tuvieron las industrias coloniales implantadas por la corona española en Nueva España requería de una gran cantidad de fuerza laboral.

Pero decíamos paradoja, porque esta contribución significó al mismo tiempo un “empobrecimiento extremo” para el continente africano, lo que desestructuró un proceso de desarrollo económico que la África subsahariana venía experimentando con sus propias tecnologías cónsonas con la naturaleza, lo cual le permitía una sostenibilidad.

En este contexto de la civilización de los pueblos, queremos resaltar el aporte que ha dado África a la cultura universal. Es imprescindible relieves que el origen del hombre, cualquiera que haya sido el color de su piel, tuvo lugar en algún sitio de este continente. La memoria del génesis común se ha conservado en la tradición de los pueblos del mundo, dando origen a la civilización de la cultura que no fundamenta el destino de la humanidad en el egoísmo y el individualismo; que rechaza la guerra y la conquista como medios de dominación; que proclama y acata la existencia de fuerzas superiores que rigen la naturaleza y la vida social, más allá de la voluntad de emperadores y poderosos; una civilización en la cual la experiencia de los ancestros está estrechamente ligada a la conducta y propósitos de los vivos; una sociedad de paz, alegría y fraternidad, donde la madre embarazada, la niñez, la juventud, los abuelos y los ancianos tienen señalados sus roles de

manera específica y concreta; donde la ancianidad no es una edad decrepita, sino la suma de la sabiduría y la riqueza espiritual. Manuel Zapata Olivella

El reconocimiento y el encuentro individual y colectivo del presente con el legado africano son un imperativo y una urgencia.



Mr. Abdi Kusow, Professor, Department of Sociology, Iowa State University, USA

BIOGRAPHY

EN

Dr Abdi Mohamed Kusow is Professor of Sociology at Iowa State University. He is an internationally recognized sociologist with extensive scholarship in international migration, quantitative and qualitative methodology, and the contemporary African Diaspora. He is the first scholar that laid the foundation for what is known as a well-established Somali diaspora scholarship. Professor Kusow is also one of the most recognized scholars on the social and geopolitical dynamics of the Horn of Africa region. His research appeared in top ranked sociology and international migration journals and serves as editorial board member on leading sociology journals. Professor Kusow has given invited keynote speeches at many national and international universities, including Ohio State University, Aalborg University, Denmark, York University, Canada, and Sun Yat-sen University, Guangzhou, China. He was an invited speaker at the 2017 Doha Forum, and a 2019 finalist for the Academic Achievement Awards, International Somalia Awards, London. Professor Kusow is Co-editor of the Journal of Somali Studies, and served as the Vice chair of the Somali Studies International Congress, 2007-2017. He is Appointed Member, International Scientific Committee of the Slave Route Project: Resistance, Liberty, and Heritage, United Nations Educational, Scientific, and Cultural Organization, UNESCO.

FR

Dr Abdi Mohamed Kusow est professeur de sociologie à l'Iowa State University. Sociologue de renommée internationale, il est titulaire de nombreuses bourses d'études en migration internationale, en méthodologie quantitative et qualitative et dans la diaspora africaine contemporaine. Il est le premier chercheur à avoir jeté les bases de ce que l'on sait être une bourse bien établie de la diaspora somalienne. Le professeur Kusow est également l'un des chercheurs les plus reconnus sur la dynamique sociale et géopolitique de la région de la Corne de l'Afrique. Ses travaux de recherche ont été publiés dans des revues de sociologie et de migration internationale de premier plan, et il est membre du comité de rédaction de revues de sociologie de premier plan. Le professeur Kusow a prononcé des discours-programmes dans de nombreuses universités nationales et internationales, dont l'Ohio State University, l'Université d'Aalborg au Danemark, l'Université York au Canada et l'Université Sun Yat-sen à Guangzhou en Chine. Il a été conférencier invité au Forum de Doha en 2017 et finaliste en 2019 pour le Prix de la réussite académique, le Prix international de la Somalie, à Londres. Le professeur Kusow est co-éditeur du *Journal of Somali Studies* et a été vice-président du Congrès international d'études somaliennes, 2007-2017. Il est nommé membre du Comité scientifique international du projet « La route de l'esclave : Résistance, liberté et patrimoine, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture », UNESCO.

PAPER

The Contemporary African Diaspora in the United States and China: Challenges and Opportunities

Introduction

Despite a growing popularity of a global African diaspora, there is no satisfactory answer to Johnson-Odim's question, "At what point does being *in* the diaspora make one *of* it? One way to clarify this question is to critically engage the conceptual development of the very idea. Broadly speaking, diaspora refers to the dispersal of an entire population or a segment of it to multiple destinations at once or over a period of time. Beyond this distinction, though, there is no consensus on how to define the African diaspora. The majority of scholars define diaspora either on the basis of certain sociological characteristics, or a periodical and chronological schema. The problem with the basic sociological characteristics/features, or chronological schema based definition is that it lacks the methodological language necessary for understanding the African diaspora as a social phenomenon. Kim Butler, for example, rightly suggests that an application of a diasporan

methodology, one that can articulate the different social, economic, and cultural dynamics of the African diaspora is needed, in a such a way that the definition of a diaspora must not be defined by the characteristics of the group, but rather by the type of research questions asked. Darlene Clark Hine suggests that a Black Diaspora must have three features: a transatlantic framework, an interdisciplinary methodology, and a global framework. This sentiment is also echoed recently by Robertson and Kelly who suggest that an African diaspora scholarship is properly understood when it is seen as an analytical tool that treats the African diaspora as a global unit of analysis.

Such an understanding of the African diaspora provides a framework for articulating the degree of continuity, discontinuity, communalities and differences informed by the spatial and temporal dimensions between and within African diaspora communities, and the methodological sensibilities of a globally compressed context.

The spatial dimensions aspect is intended to capture the geographic contours of the African diaspora. Such an understanding affords African diaspora scholarship two important theoretical and analytical benefits. First, it moves African diaspora scholarship from privileging the Anglo-American black world by embracing other geographical points, the Indian Ocean Diaspora, or the Black Mediterranean. Second, the spatial dimension underscores the region of Africa, West, East, or Central from which particular diasporic groups originated, and thereby sheds light into the diversity of the African continent itself.

The temporal dimension, on the other hand, articulates the relationship between changing historical and socio-political conditions and the process and consequences of dispersal. Specifically, the temporal or the chronological dimension articulates the different socio-political and technological contexts within which, for example, the dispersal via the Atlantic slave trade occurred as opposed to the contemporary African diaspora. This dimension further engages the process of secondary dispersals within the same diaspora such that the dispersal of Africans from the Western African Coast to the Caribbean and the subsequent Caribbean diaspora to England can be appreciated.

The Methodological aspect brings the temporal and spatial aspects of the African diaspora together, and designates the global as the primary unit of analysis such that the process, condition, space, and the particular discourse(s) within which the particular view of an African diaspora scholarship is subsumed can be articulated without assuming an undifferentiated community. As a process, it should be seen a phenomenon that is constantly made, unmade, and remade through migration, political struggle and/or cultural production. As a condition, it is informed by the prevailing social, political, and technological contexts. As a space,

it is informed by the realities of the locations upon which it is imagined and those in which the diaspora is located. As a discourse, it is informed by the ways in it is studied and discussed as well as the political conditions that favor one view as opposed to another.

Using case studies, I will construct a global comparative framework that holds the source constant and compare the effects of the different processes, conditions, and spaces under which the African diaspora is constituted in two fundamentally different host communities, China and the United States. By employing an empirically grounded global comparative case study, we can interrogate the nature of social transformation and identity assertions under different social, cultural, and religious contexts. Such a methodology can provide an empirical support to Edward Alpers' implicit and perceptive question: why, despite the presence of large African populations in the western Indian Ocean littoral; any meaningful diasporic African identity recollections or political struggles did not occur in this area as compared to the Atlantic world. What is clear from Alpers' comparison of the black Atlantic with the Indian Ocean is the importance of both source (east versus western Africa) and the destination (the Atlantic versus the Indian Ocean) contexts.

By focusing on a contemporary case from a single source in multiple destinations, we can also interrogate the dynamics of social transformations and identity assertions in specific social contexts by challenging the normatively shared assumption that slavery in Brazil did not result in heightened color-based racial awareness among Afro-Brazilians as compared to the extreme racialized culture and social institutions in North America through empirically grounded case studies.

For the purpose of this volume, therefore, diaspora will be used as a generic concept to describe the nature of *diaspora formations* that members of the African diaspora undergo as a result of their existence in socially and culturally specific contexts, and how they, in turn, modify the social dynamics of the society they left behind. It captures how the proliferation of Somali political, social, economic activities, and cultural identities across boundaries as informed by globalization and the recent advances in technology, truly turned Somali communities around the world into a global diaspora. The *diaspora formations* concept borrows from and expands on the work of several diaspora scholars including Earl Lewis' "overlapping diasporas," Stuart Hall's articulation, David Scott "embodied disputes," Kelly and Anderson's diaspora as a "global unit of analysis," and Nina Glicks Schiller's simultaneity by presenting an empirical instance of *diaspora in action*. The idea of *diaspora in action* is meant to capture the level of sociological articulation necessary to reveal the *virtual* processes, conditions, and the spaces that inform the nature and dynamics of diasporic overlap and/or simultaneity that occur; and the degree

of embodied disputes among and across diasporas. I underscore the *virtual* nature of *diaspora in action* so as to emphasize the sociological significance of studying contemporary diasporic identity and formations as they unfold.

Consequently, the central question that guides this paper is, in what ways do the particular contexts within which the Somali diaspora is introduced inform the production and maintenance of identity and gender formations? Conversely, how do the making and remaking of identities among the African diaspora affect the local cultures in which they are introduced, across different locations, as well as the community they left behind? I specifically compare the socioeconomic achievement, social and cultural integration, and the different obstacles, challenges, and the different levels of discrimination faced by members of the African diaspora in two socially, racially, and economically different host communities, China and the United States.



Mr. Jason Theede, Senior Specialist on Labor
Mobility and Human Development, International
Organization for Migration (IOM)

BIOGRAPHY

EN

Jason THEEDE is the Senior Specialist with IOM's Regional Office for Southern Africa in Pretoria, South Africa. He acts as the principle advisor in the region for IOM Country Offices, Government Ministries, and Regional Economic Communities such as SADC, COMESA and the IOC in the areas of bilateral cooperation, human development, labour mobility and rights, private sector engagement, ethical recruitment and leveraging diaspora capitals for development.

FR

Jason Theede est le spécialiste principal du Bureau régional de l'OIM pour l'Afrique australe à Pretoria, en Afrique du Sud. Il est le principal conseiller dans la région pour les bureaux Hors-Siège de l'OIM, les ministères et les communautés économiques régionales telles que la SADC, le COMESA et la COI dans les domaines

de la coopération bilatérale, du développement humain, de la mobilité et des droits des travailleurs, de l'engagement du secteur privé, du recrutement éthique et de la mobilisation des capitaux des diasporas pour le développement.

PAPER

Diaspora – Engaging, Enabling and Empowering this development partner

There is a growing recognition that transnational communities, both those in countries of destination off the African continent, but also the significant number of intra-continental diaspora; facilitate increased trade, investment and cultural linkages between the different countries that they are connected to, and should be recognized as key development actors. They have been playing this important role long before the international community took notice. The resources of these communities that flow across borders are immensely varied and range from skills, knowledge and ideas to cultural capital, finance and trade links.

Drawing on its long-standing experience, IOM has formulated a comprehensive strategic approach centered on the 3Es for action: to enable, engage and empower transnational communities as agents for development – with each area involving a range of interventions by governments and other stakeholders, supported by IOM and development partners through policy advice and programming.

Engage: Knowing and understanding transnational communities is crucial to engaging effectively with them and developing the appropriate outreach strategies towards diaspora.

Enable: The degree to which diaspora can contribute is directly related to the ability of members of these communities to develop their full potential and acquire the necessary skills and resources to serve as architects of economic and social progress.

Empower: With the right conditions in place, transnational communities will spontaneously transfer resources and strengthen links between their countries of origin and destination regardless of administrative, regulatory and other constraints.

However, to truly reap the dividends of this 3E approach, governments can empower this process by introducing special measures and programmes in a variety of fields. But of utmost importance is the need to create a relationship based on mutual respect, open communication and establishing trust are of utmost importance.

Mr. Ziva DomingoS, National Director of Museums and
Angola's representative on the World Heritage Committee

BIOGRAPHY

EN

Ziva DOMINGOS has a PhD in Anthropology, Ethnology and Prehistory (Research Field: Museology and Heritage) from the University of Paris 1 - Panthéon Sorbonne (France). He is the National Director of Museums of the Ministry of Culture of Angola and Angolan Expert in the UNESCO World Heritage Committee.

FR

Ziva DOMINGOS est titulaire d'un doctorat en Anthropologie, Ethnologie et Préhistoire (Domaine de recherche : Muséologie et Patrimoine) de l'Université Paris 1 - Panthéon Sorbonne (France). Il est Directeur national des musées du ministère de la Culture de l'Angola et expert angolais au sein du Comité du patrimoine mondial de l'UNESCO.

Free, independent and pluralistic media to promote peace and development in Africa



Mr. Jérôme TRAORE, former President of the Court of Justice of the Economic Community of West African States (ECOWAS), Burkina Faso

BIOGRAPHY

EN

Justice **Jérôme Traoré** has been the President of the Economic Community of West African States (ECOWAS) Court of Justice since June 2016. A Burkina-Faso national, he graduated with a law degree from the University of Lomé (Togo) before joining the Ecole Nationale de la Magistrature of Paris, from which he graduated with distinction. Back in Burkina-Faso, Justice Traoré served as magistrate in various jurisdictions and successively held the positions of judge, first President of the Courts of Appeal of Ouagadougou and Bobo-Dioulasso, and Commissioner of the Deputy Government in the Court of Auditors. He also held the role of deputy judge at the African Intellectual Property Organization (OAPI). Justice Traoré also served as Secretary General of the Ministry of Justice for several years before becoming Minister himself. He has participated in the training of several generations of magistrates in Burkina-Faso. Before holding the position of President of the ECOWAS Court of Justice, Justice Traoré was the Dean of the Court.

FR

Le juge Jérôme Traoré est président de la Cour de justice de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) depuis juin 2016. De nationalité burkinabé, il a obtenu un diplôme en droit de l'Université de Lomé (Togo) avant de rejoindre l'École nationale de la magistrature de Paris, dont il est diplômé avec distinction. De retour au Burkina Faso, le juge Traoré a exercé les fonctions de magistrat dans diverses juridictions, occupant successivement les fonctions de juge, de premier président des cours d'appel de Ouagadougou et de Bobo-Dioulasso et de commissaire du Gouvernement suppléant à la Cour des comptes. Il a également exercé les fonctions de juge suppléant à l'Organisation africaine de la propriété intellectuelle (OAPI). Le juge Traoré a également occupé le poste de secrétaire général du ministère de la Justice pendant plusieurs années avant de devenir ministre. Il a participé à la formation de plusieurs générations de magistrats au Burkina Faso. Avant d'occuper le poste de président de la Cour de justice de la CEDEAO, le juge Traoré était le doyen de la Cour.

PAPER

La jurisprudence de la cour de justice de la CEDEAO dans la protection de la liberté d'expression et des droits des journalistes.

Présenté par M. Jérôme TRAORE

Introduction

La Cour de Justice est l'institution judiciaire principale de la Communauté.

Créée par le Traité révisé du 24 juillet 1993, la Cour de Justice de la Communauté CEDEAO a vu ses compétences s'élargir au contentieux des droits de l'homme en 2005, à travers le Protocole additionnel ((A/SP.1/01/05) portant Amendement du préambule du Protocole (A/P.1/7/91) relatif à la Cour de Justice de la Communauté.

C'est à ce titre qu'elle œuvre à la garantie des droits et libertés consacrés dans les instruments internationaux et régionaux de protection des droits de l'homme.

Au nombre des droits et libertés dont elle assure la protection figure en bonne place la liberté d'expression, indispensable pour la construction d'un Etat démocratique.

La constatation de la violation des droits, l'indemnisation qu'elle accorde aux victimes et les appels à des réformes législatives ou règlementaires constituent les moyens par lesquels elle apporte sa contribution à la lutte contre l'impunité dans les cas d'atteinte des droits des journalistes.

Dans le cadre de cette présentation, nous ferons un aperçu sur le cadre normatif de la liberté d'expression dans l'espace CEDEAO puis nous présenteront les différents arrêts rendus par la Cour de Justice de la Communauté CEDEAO dans les cas d'atteintes à des droits de journalistes.

A. Le cadre normatif de la liberté d'expression dans la CEDEAO

Au niveau de la CEDEAO, deux textes fondamentaux prescrivent le droit à la liberté d'expression. Il s'agit :

- du Traité révisé du 24 juillet 1993 ;
- et du Protocole (A/SP1/12/01) sur la Démocratie et la Bonne gouvernance additionnel au Protocole relatif au Mécanisme de Règlement des conflits, de maintien de la paix et de la sécurité.

L'article 66 du Traité révisé dispose que : « ***En vue d'associer étroitement les citoyens de la Communauté au processus d'intégration régionale, les Etats membres conviennent de coopérer dans le domaine de l'information.*** »

3. **A cet effet, les Etats membres s'engagent à :**

4. respecter les droits des journalistes (...) ».

C'est donc un engagement fort que les Etats membres ont pris à travers une telle disposition qui est le respect des droits des journalistes.

L'article 1^{er}. K du Protocole sur la Bonne Gouvernance et la Démocratie fait de la garantie de la liberté de la presse un principe constitutionnel commun à tous les Etats membres.

L'article 1^{er} K dispose que : « (...)

k) la liberté de presse est garantie... ».

Cela implique que cette liberté doit être garantie dans toute l'espace CEDEAO.

La Cour a, en effet, rendu, un certain nombre d'arrêts relatifs à des cas de violations des droits de l'homme concernant des journalistes.

B- La jurisprudence de la Cour en matière d'atteinte et de protection des droits des journalistes dans l'exercice de leurs fonctions

La Cour a été saisie pour de cas d'arrestations et de détention arbitraires, d'atteinte à l'intégrité physique et à la vie concernant des journalistes.

Au nombre de ces arrêts, nous pouvons relever :

- ***L'arrêt Chief Ebrimmah MANNEH contre la République de Gambie⁵, journaliste à « DAILY OBSERVER », journal basé à Banjul. Dans sa décision, la Cour a conclu au caractère arbitraire de l'arrestation et de la détention de Monsieur Ebrimmah Manneh et ordonner à la Gambie d le mettre en liberté. Elle a, en outre, condamné la République de Gambie à lui payer une indemnité de 100.000 dollars américains.***
-
- ***L'arrêt MUSA SEYDIKHAN contre la République de Gambie du 16 décembre 2010⁶ :***
- ***Dans son arrêt , la Cour a déclaré arbitraire l'arrestation et la détention de MUSA SEYDI KHAN d'une part, et d'autre part, déclaré qu'il a été victime d'actes de torture. Elle a condamné la République de Gambie à lui payer la somme de 200.000 dollars à titre d'indemnisation.***
- ***L'arrêt Ayant-droit de feu Deyda HYDARA contre la République de Gambie⁷ :***
Deyda HYDARA était co-fondateur du journal « Le point » en Gambie, correspondant de l'Agence France Presse (AFP) et de Reporters sans frontières (RSF) en Gambie a été abattu le 16 décembre 2004 à Banjul pendant qu'il se rendait à son lieu de travail.

⁵ Arrêt N° ECW/CCJ/JUD/03/08 du 05 juin 2008

⁶ Affaire N°ECW/CCJ/APP/11/07 du 16/12/2010

⁷ Arrêt ECW/CCJ/APP/30/11 du 10 juin 2014,

- *Dans son arrêt en date du 10 Juin 2014, la Cour a fait droit à la requête et condamner la République de Gambie a payer aux ayant-droit la somme de 50.000 dollars pour le préjudice subi.*
- *La Gambie a été condamnée pour n'avoir pas engagé une procédure pour rechercher les auteurs de l'assassinat du journaliste.*

C'est véritablement dans l'affaire Deyda HYDARA que la Cour a conclu à la violation de la liberté d'expression dans le cadre d'une atteinte à l'intégrité physique d'un journaliste, même si elle l'a fait de façon timide. Elle a en effet invoqué dans cet arrêt la violation de l'article 66 du Traité Révisé de la CEDEAO du 24 juillet 1993 relatif à la protection des droits des journalistes.

Dans cet arrêt, la Cour a rappelé en effet que « **les Etats membres de la CEDEAO ont l'obligation d'assurer aux journalistes un environnement de travail sécurisé ; et lorsque les attaques contre des journalistes ne font pas l'objet d'investigations pour rechercher les auteurs desdites attaques et les punir, il y a violation du Traité révisé de la CEDEAO mais aussi de la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples, dans la mesure où l'impunité est une négation aux journalistes de leur droit d'exercer leur liberté d'expression** ».

Cet arrêt marque ainsi sa volonté de protéger la liberté d'expression contre les atteintes répétées des Etats membres. Il s'inscrit dans la dynamique de celui rendu par la CADHP dans l'affaire Norbert ZONGO.

- **L'arrêt Fédération des Journalistes Africains, Fatou Camara, Fatou Jaw Manneh et Alhagie Jobe :**
- ***Dans son arrêt, la Cour a conclu que le fait pour la République de Gambie d'obliger les requérants (2 à 5) à l'exil constitue une violation des articles 6, 9, 12 (2) de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, 9, 12 (4) et 19 (2) du Pacte International relatif aux droits civils et politiques et 66 (2) du Traité révisé de la CEDEAO ;***
- ***Elle a également conclu que les requérants Alhagie Jobe et Lamine Fatty ont été victimes d'actes de tortures, de traitements inhumains et dégradants ;***
- ***La Cour a également demandé à la République de Gambie de conformer sa législation sur la liberté de la presse, l'interdiction de la torture, des traitements cruels, inhumains et dégradants, au droit international et particulièrement à l'article 1 de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples⁸, le Pacte international relatif aux droits civils et politiques et le Traité révisé de la CEDEAO.***

⁸ Les Etats membres de l'Organisation de l'Unité Africaine, parties à la présente Charte, reconnaissent les droits, devoirs et libertés énoncés dans cette Charte et s'engagent à adopter des mesures législatives ou autres pour les appliquer ;

- *Enfin, elle a condamné la République de Gambie à payer à Alhagie Jobe et Lamin Fatty la somme de deux millions de francs gambien pour violation de leurs droits à la liberté d'expression et de ne pas subir des actes de torture d'une part, et d'autre part, à payer à Fatou Camara et Fatou Jaw Manneh la somme de Un million (1.000.000) de francs gambiens pour violation de leurs droits.*

Cet arrêt aussi marque une volonté de cette Cour de jouer pleinement son rôle dans la protection des droits et libertés des citoyens de la Communauté, notamment la liberté de la presse dont la garantie et la protection est fondamentale pour la démocratie et l'Etat de droit.

Conclusion

A travers sa jurisprudence, on peut sans se tromper affirmer que la Cour de Justice de la Communauté CEDEAO est un garant de la liberté d'expression, gage de toute construction démocratique.

Les juridictions nationales sont également invités à garantir cette protection parce qu'en réalité, elles sont les premières à garantir la protection des journalistes contre les différents types d'atteintes dont ils sont l'objet dans l'exercice de leurs fonctions, d'autant plus que, contrairement à la Cour de Justice de la CEDEAO, elles ont la plénitude de compétences pénales au plan national.

Mr. Teixeira CÂNDIDO, Secretary General of the Union of
Angolan Journalists, Angola

BIOGRAPHY

EN

Mr. Teixeira Cândido is a journalist and lawyer, with a degree in law and in Social Communication. He worked for Journal de Angola and Journal OPAÍS, occupying the position of Editor and Editor-in-Chief. Assistant Professor of the History of Communication and Professional Deontology at the Private University of Angola. He is currently Secretary General of the Angolan Journalists Union, the largest association of journalists in the country.

FR

M. Teixeira Cândido est journaliste et avocat, diplômé en droit et en communication sociale. Il a travaillé pour le Journal de Angola et Journal OPAÍS,

occupant les postes de rédacteur en chef et de rédacteur en chef. Professeur assistant d'histoire de la communication et de déontologie professionnelle à l'Université privée d'Angola. Il est actuellement secrétaire général de l'Union des journalistes angolais, la plus grande association de journalistes du pays.



Ms. Al-Shaymaa J. KWEGYIR, former Member of Parliament and activist for the plight of Persons with Albinism, Tanzania

BIOGRAPHY

EN

AL-shaymaa john kwegyir is the former MP of United Republic of Tanzania representing PWD. Extensive working experience in social work, administration, public relations and advocacy. Through advocacy, increased awareness about albinism in her country, Kenya, Namibia, Ghana, Spain and Belgium. Received Martin Luther King award on behalf of Albinism community. Honored to make a statement on behalf of H.E Nelson Mandela on “Durban review conference” in Geneva Switzerland. She is currently a politicians and continuing raising awareness about albinism.

FR

AL-shaymaa john kwegyir est l'ancien député de République-Unie de Tanzanie représentant les personnes handicapées. Vaste expérience de travail dans les domaines du travail social, de l'administration, des relations publiques et du plaidoyer. Grâce au plaidoyer, sensibilisation accrue à l'albinisme dans son pays, au Kenya, en Namibie, au Ghana, en Espagne et en Belgique. Reçu le prix Martin Luther King au nom de la communauté albinique. Honoré de faire une déclaration au nom de H.E Nelson Mandela sur « la conférence d'examen de Durban » à Genève, en Suisse. Elle est actuellement politicienne et continue de sensibiliser à l'albinisme.

PAPER

Community Radios and Countering Social Exclusion of Albinos in Tanzania

The term PWA refers to people with little or no pigment called melanin in their eyes, skin and hair. Thus albinism absence of pigmentation or coloration in person, animal or plant. PWA face risk attacks and suffer from discrimination, stigma and social exclusion. There are beliefs that PWA are cursed and regarded as people with misfortune and sometimes believed that they are not human beings.

UNESCO has carried out nationwide media campaign in your selected districts. The pilot project to promote the wellbeing and rights of persons with albinism, the protection and prevention of further stigma discrimination and violence affecting their daily lives. The specific objective are: to empower local government and local leaders to mobilize and sensitize communities in relation to PWA through utilization of the socio-cultural approach, to promote positive attitudes, perceptions and practices towards PWA amongst community and family members to improve quality of services and care provided to children with Albinism at primary schools, through training, care givers and to promote inclusive education.

The following methods of data collection were adopted: desk review, survey questionnaire, focus group discussion, key information interviews and analysis of calls to radio programmer.

Findings show that there have been changes in peoples beliefs, knowledge and perceptions towards PWD. Community members have positive perception from various interventions carried out by UNESCO both directly through messages received from those trained and through radio programmers dired on community radios to counter discrimination and violence towards PWA.

UNESCO should draw attention to male parents, younger community members, female community members, older children living in centers and traditional and non-believers.

UNESCO and MOHSW convene a meeting to discuss the contribution of the project in improving people's attitude and perception towards PWA.



Mr Al_Amin Yusuph, Advisor for Communication and Information, UNESCO Office in Harare

BIOGRAPHY

EN

Mr. Al-Amin Yusuph, is the UNESCO Regional Adviser for Communication and Information for Southern Africa. He joined UNESCO in 2006 as a UNESCO Specialist for the Communication and Information programme, covering the United Republic of Tanzania, Seychelles, Madagascar, Mauritius and Comoros up to 2015 when he relocated to the UNESCO New Delhi Office as an Advisor for Communication and Information for South Asia. Al-Amin joined the UNESCO Regional Office for Southern Africa in 2019. Prior to joining UNESCO, Al-Amin worked for the African Daily Newspaper in the United Republic of Tanzania (1997), and later the British Council in 1999, where he worked for eight years as Knowledge and Learning Centre Manager and a Member of the East and West Africa Regional Leadership Team. In his capacity as a member of the British Council's East and West African Regional Leadership Team, Al-Amin was involved in managing library automation projects, and conducted peer reviews of British Council operations in Sierra Leone and Ethiopia between 2002 and 2004. He also worked briefly with CIDA (Canada) in Tanzania in 2004, where he consulted on Information Management.

His other achievements includes championing the establishment of several professional networks such as the Management Forum, which was a popular platform for African CEOs and Managers established by the British Council with chapters in several countries in East and West Africa, the Community Media Network in Tanzania (COMNETA); and the East African Community Media Network (EACOMNET). Al-Amin was also one of the founding advisory board Member of the revamped Tanzania Media Foundation (TMF). Mr. Al-Amin Yusuph is one of the two first graduates of the Information Management Programme of the University of Dar es Salaam in Tanzania where he graduated in 2000.

FR

M. Al-Amin Yusuph est conseiller régional de l'UNESCO pour la communication et l'information en Afrique australe. Il a rejoint l'UNESCO en 2006 en tant que spécialiste du programme de communication et d'information de l'UNESCO, couvrant la République-Unie de Tanzanie, les Seychelles, Madagascar, Maurice et les Comores jusqu'en 2015, date à laquelle il a été transféré au Bureau de l'UNESCO à New Delhi en tant que conseiller en communication et information pour l'Asie du Sud. Al-Amin a rejoint le Bureau régional de l'UNESCO pour l'Afrique australe en 2019. Avant de rejoindre l'UNESCO, Al-Amin a travaillé pour l'African Daily Newspaper en République-Unie de Tanzanie (1997), puis pour le British Council en 1999, où il a travaillé pendant huit ans comme responsable du Centre de connaissances et d'apprentissage et membre de l'équipe régionale de direction pour l'Afrique orientale et occidentale. En sa qualité de membre de l'équipe de direction régionale de l'Afrique de l'Est et de l'Ouest du British Council, Al-Amin a participé à la gestion de projets d'automatisation de bibliothèques et a effectué des examens par les pairs des opérations du British Council en Sierra Leone et en Éthiopie entre 2002 et 2004. Il a également travaillé brièvement avec l'ACDI (Canada) en Tanzanie en 2004, où il a été consultant en gestion de l'information. Parmi ses autres réalisations, il s'est fait le champion de l'établissement de plusieurs réseaux professionnels tels que le Forum de gestion, qui était une plate-forme populaire pour les PDG et les gestionnaires africains établie par le British Council avec des sections dans plusieurs pays d'Afrique orientale et occidentale, le Community Media Network en Tanzanie (COMNETA) et le East African Community Media Network (EACOMNET). Al-Amin a également été l'un des membres fondateurs du conseil consultatif de la Tanzania Media Foundation (TMF). M. Al-Amin Yusuph est l'un des deux premiers diplômés du programme de gestion de l'information de l'Université de Dar es-Salaam en Tanzanie où il a obtenu son diplôme en 2000.